



Communauté de Communes
Loue Lison

ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2024

INVESTIR ENSEMBLE



**Jean-Claude
GRENIER**

*Président de la
Communauté de communes Loue Lison*

« Dans un contexte national encore fortement marqué par l'inflation et les efforts budgétaires demandés aux collectivités, la Communauté de commune Loue Lison présentera, comme la loi le prévoit, un budget 2024 en équilibre. L'Etat et les banques examinent nos ratios financiers que nous veillons à conforter pour pouvoir être accompagné dans nos actions pour le territoire.

Comme bon nombre de collectivités, la CCLL a supporté en 2023 une forte inflation, et va continuer à subir en 2024 des hausses de coût élevées dans tous ses domaines d'intervention. Ces hausses de coûts sont particulièrement fortes concernant l'énergie et la masse salariale.

L'objectif est le maintien d'un service public de qualité et la poursuite du désendettement, tout en conservant une bonne santé financière. Un engagement qui est partagé par les élus du Bureau communautaire dans ce contexte complexe.

La mission première de la Communauté de commune Loue Lison est d'investir dans des opérations structurantes pour le territoire, non réalisables à l'échelle communale, et d'offrir des services publics de qualité aux habitants et aux entreprises. Nous devons trouver le juste équilibre entre la poursuite et le développement des politiques tout en conservant une santé financière saine.

Les orientations budgétaires qui vous sont présentées dans ce document permettent d'équilibrer le budget et d'avoir une prospective financière saine sur la fin du mandat. Des augmentations de fiscalité limitées à nos engagements pris en 2023 sont nécessaires pour supporter notamment l'Opération d'Amélioration Programmée de l'Habitat (OPAH), dont les objectifs sont ambitieux (485 dossiers), mais à la hauteur des besoins. La hausse des coûts de fonctionnement de la collectivité sera supportée par la dynamique des bases et à par une maîtrise des dépenses de fonctionnement. »



**Vincent
MARGUET**

*5^e vice-Président
Communauté de communes Loue Lison
en charge des Finances
et de l'Évaluation des politiques publiques*

« Le Rapport des Orientations Budgétaire (ROB) est une étape obligatoire et essentielle dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Première étape du cycle budgétaire 2024, le rapport d'orientation budgétaire participe à l'information des élus et sert de support aux discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité.

Il s'agit avant tout d'orientations, le calibrage des dotations budgétaires pour 2024 étant en cours de finalisation au long des prochains jours et jusqu'au vote du budget primitif le 9 avril prochain.

La stratégie budgétaire de Loue Lison nécessite un contrôle très strict des dépenses de fonctionnement qui subissent une pression inflationniste, pour partie conjoncturelle (inflation, notamment des coûts énergétiques) et pour partie structurelle (hausse successive du traitement des fonctionnaires). Par ailleurs, la poursuite d'un programme pluriannuel d'investissements (PPI) ambitieux nécessite de dégager suffisamment d'épargne pour, soit poursuivre l'autofinancement des projets courants, soit mobiliser de nouveaux emprunts pour porter les ambitions intercommunales sur de gros projets structurants (gymnase, siège,..)

Pour conclure, permettez moi une illustration cinématographique :

“Il y a trois catégories de films : les gros budgets, les petits budgets, et ceux sur lesquels on ne peut pas se permettre le moindre gâchis.”

James Cameron »

TABLE DES MATIÈRES

Préambule..... p. 9

1

PARTIE #1

Le contexte macroéconomique..... p.11

2

PARTIE #2

le bilan financier 2024 de la Communauté de communes Loue Lison..... p. 15

3

PARTIE #3

Les orientations budgétaires selon le projet de mandat.....p. 27

4

PARTIE #4

L'évolution 2024 des dépenses de fonctionnement..... p. 45

Les charges à caractère général

Les charges de personnel et frais assimilés

Les atténuations de produits

Les autres charges de gestion courante

Les charges d'intérêts de la dette

5

PARTIE #5

L'évolution 2024 des recettes de fonctionnement..... p. 63

Les atténuations de charges

Les produits des services et du domaine

Les dotations de l'Etat

La fiscalité et les allocations compensatrices

Les subventions partenaires

Les autres produits de gestion courante

Les produits exceptionnels

6

PARTIE #6

La programmation pluriannuelle des investissements..... p. 73

Glossaire..... p. 76

PRÉAMBULE

Pour les communes de plus de 3 500 habitants et les EPCI comptant au moins une commune de plus de 3 500 habitants, le vote du budget primitif de l'année doit être précédé par la tenue d'un « Débat d'orientation budgétaire », qui repose sur la rédaction préalable d'un « Rapport d'orientations budgétaires (ROB) ».

Pour rappel, il contient :



Une introduction rappelant les principaux éléments de contexte macroéconomique sur lesquels se fonde le budget de l'Etat pour 2024 ;



Une présentation des différents dispositifs financiers créés jusqu'ici pour permettre aux collectivités locales de faire face à l'inflation et, plus particulièrement, à l'accroissement du coût de l'énergie ;



Une trame de ROB détaillant les points de vigilance à observer pour chaque partie du rapport : dépenses, recettes, programme d'investissements et dette ;



Un rappel des principales notions utilisées en matière d'analyse financière, pour permettre de déterminer l'évolution des grands équilibres financiers.



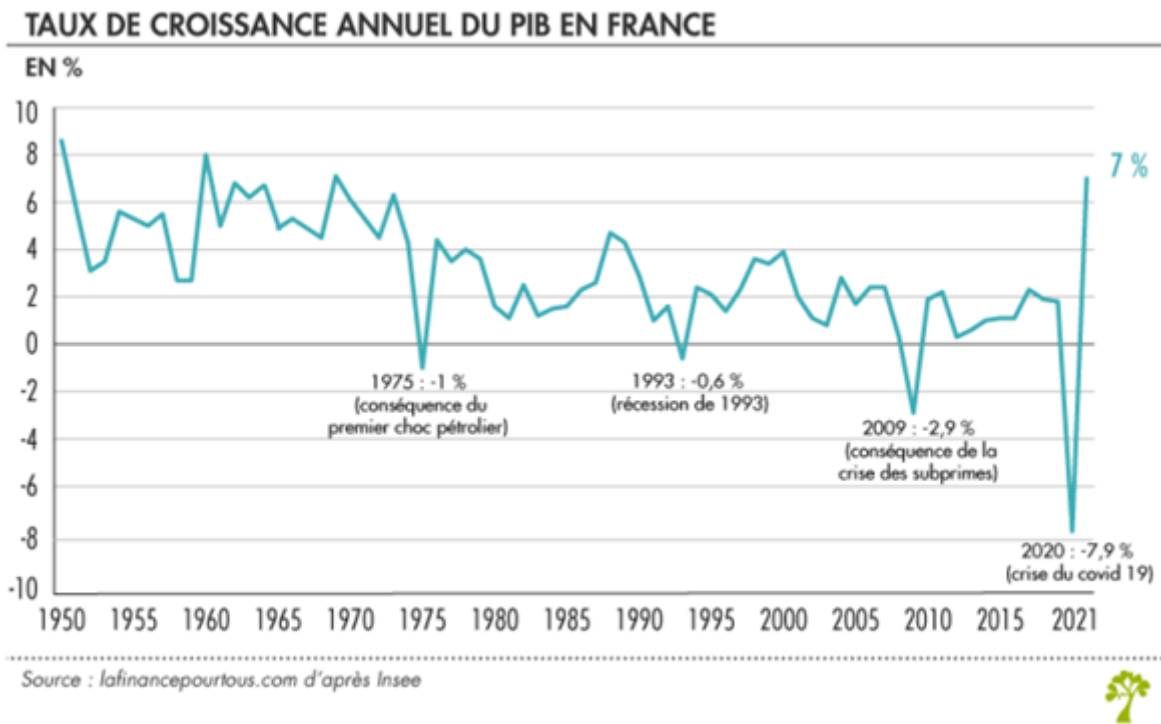
PARTIE

1

UN CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE INCERTAIN

marqué par l'inflation
et la stagnation de la
croissance

La santé économique d'un pays est souvent considérée en fonction de l'évolution de son PIB (produit intérieur brut). De 2016 à 2019, le PIB a évolué de +1,1% à +2,3%. La crise sanitaire a fortement impacté l'économie française, portant le PIB à une baisse de -7.9% en 2020. En 2021, le contrecoup s'est élevé à +6.8%. Pour 2022, l'évolution est revenue à un peu plus de 2% et était proche de 1% sur l'année 2023. En 2024 la prévision sera approximativement la même qu'en 2023.



L'inflation quant à elle est restée stable à un niveau bas durant de nombreuses années, même pendant la période de pandémie, avec +0.2% en 2020. L'inflation a repris en fin d'année 2021 pour se situer à un niveau annuel de +1.6%. En 2022, l'inflation a cru à un niveau très fort. En 2023, l'inflation totale s'établit à 5,8 %, et l'inflation hors énergie et alimentation à 4,2 %. L'inflation devrait encore être élevée au début de l'année 2024 mais refluerait progressivement au cours de l'année pour atteindre sur une année pleine un peu moins de 3%. Le projet de Loi de Programmation des Finances Publiques pour les années à venir vise à définir une trajectoire de retour progressif des comptes publics dans les limites d'un déficit public à 3% en 2027. Après un déficit public constaté à 8.9% en 2020 puis 6.5% en 2021 et enfin 4,7% en 2022, le déficit public de la France serait de 4,9% du PIB en 2023, contre 5% prévu dans le projet de loi de finances initial. Le déficit serait réduit à 4,4% en 2024, grâce à la poursuite de la maîtrise des dépenses publiques. Le déficit budgétaire de l'État a atteint 144,5 milliards d'euros (Md€) fin 2023 (en baisse de 20 Md€).

Taux d'intérêts

Les taux d'intérêt ont connu une forte évolution en 2022. Après une période de taux inférieurs à 0%, voire négatifs pour les taux courts, ceux-ci sont remontés au premier semestre 2022. Les taux fixes d'emprunt contractualisés ont dépassé les 3% au 4e trimestre 2022 tandis que les taux variables frôlaient les 1%. En 2023, la CCLL n'a pas contractualisé d'emprunt alors que les taux moyens nationaux étaient de plus de 4 %. La hausse des taux devrait se poursuivre pour avoisiner les 5 % en 2024.

Effort attendu de réduction des dépenses publiques

En ce début d'année 2024, les inconnues sont nombreuses :

- La guerre en Ukraine a déclenché une instabilité internationale, impactant le secteur des énergies, mais aussi les équilibres économiques mondiaux.
- Une extension du conflit au Proche-Orient pourrait obliger la France à « revoir » ses prévisions de croissance

Les tensions pèsent d'autant plus sur les finances publiques qu'un effort important venait d'être réalisé

afin de soutenir l'économie face à une crise sanitaire sans précédent. La trajectoire de retour des finances publiques dans les limites fixées par les dispositions européennes constitue un enjeu des années à venir. La tension d'équilibre pesant sur les dépenses publiques rejoint le calendrier de programmation pluriannuelle des finances de l'Etat (projet de Loi de finances pour 2024 (PLF24) et du Projet de loi de programmation des finances publiques 2023 – 2027).

Un objectif central est défini pour la programmation pluriannuelle des finances publiques de la période :

- Définir un certain nombre de valeurs cibles pour les principaux agrégats financiers publics (déficit, niveau des dépenses publiques, taux de prélèvements obligatoires, etc...),
- Déterminer un plafond annuel de non-dépassement sur les valeurs cibles,
- Contingenter les concours financiers versés aux collectivités,
- Déterminer un objectif annuel de contrôle des dépenses réelles de fonctionnement

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2024 est élaboré avec une attention particulière portée aux collectivités territoriales, reconnaissant leur rôle essentiel en tant que premier investisseur public et acteur clé de la transition écologique. Le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) est augmenté de plus de 200 millions d'euros par rapport à 2023. Les dotations de péréquation (qui vont aux collectivités les plus défavorisées) sont abondées de 220 millions d'euros. La hausse d'environ 200 millions d'euros de la DGF des communes doit permettre à 60% des communes de la voir augmenter en 2024. La hausse de 220 millions d'euros par rapport à 2023, est destinée principalement au financement de la croissance des dotations de péréquation.

Toutefois, pour permettre «la stabilisation» des concours financiers aux collectivités à la hauteur fixée par la loi de finances pour 2023, les «variables d'ajustement» – un ensemble de dotations et compensations d'exonérations fiscales – sont ponctionnées.

Alors qu'en 2023, seuls les départements avaient été concernés, tous les niveaux de collectivités le sont en 2024 : les régions (- 30 millions), le bloc communal (- 27 millions) et les départements (- 10 millions). Les hausses annoncées sont à nouveau inférieures à l'inflation comme cela avait déjà été le cas en 2023.

L'effort attendu de réduction des dépenses publiques par le secteur public est estimé à plus de 20 milliards d'euros sur l'ensemble de la période 2023 – 2027.

En matière d'écologie et de développement durable

En 2024, l'Etat continuera les actions pour accélérer la transition écologique dans les territoires, avec un fonds d'investissement aussi appelé « fonds vert ». Ce fonds devrait permettre de soutenir les projets des collectivités territoriales en faveur de la transition écologique. Il visera notamment à soutenir :

- La performance environnementale des collectivités (rénovation des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets, etc.),
- L'adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation) et l'amélioration du cadre de vie (friches, mise en place des zones à faible émission, etc.).
- Il portera également le financement de la stratégie nationale pour la biodiversité.

Sources : Banque des Territoires, SVP communes, Banque Postale.



PARTIE

2

**LE BILAN FINANCIER
2023 DE LA
COMMUNAUTÉ DE
COMMUNES LOUE LISON**

Avant d'évoquer les perspectives et projets de la CCLL, il convient de dresser un bilan de l'année 2023 budget par budget.

ANALYSE BUDGET PRINCIPAL

Analyse	2021	2022	2023
Recettes de fonctionnement courant	9 442 777,52 €	9 798 129,91 €	10 489 844,85 €
Dépenses de fonctionnement courant	7 507 541,52 €	8 301 762,25 €	8 262 700,73 €
Epargne de gestion	1 935 236,00 €	1 496 367,66 €	2 227 144,12 €
Résultats financiers	-32 323,02 €	-23 628,45 €	-58 859,54 €
Résultats exceptionnels	-9 343,25 €	-56 563,97 €	195 975,03 €
Epargne brute	1 893 569,73 €	1 416 175,24 €	2 364 259,61 €
Remboursement courant du capital de la dette (hors RA)	926 534,72 €	939 819,43 €	1 048 408,93 €
Epargne Disponible (Autofinancement net)	967 035,01 €	476 355,81 €	1 315 850,68 €
Dépenses réelles d'investissement	2 561 830,35 €	3 292 411,50 €	2 717 613,23 €
Recettes réelles d'investissement	1 104 140,58 €	1 781 883,39 €	1 377 028,63 €
Besoin de financement	1 457 689,77 €	1 510 528,11 €	1 340 584,60 €
Emprunts nouveaux	220 000,00 €	686 676,00 €	0,00 €
Variation du fonds de roulement (Hors cessions d'immo.)	-270 654,76 €	-347 496,30 €	-24 733,92 €
Produits des cessions d'immobilisations	211 849,27 €	0,00 €	0,00 €
Variation du Fond de roulement (Avec Cessions d'Immo.)	-58 805,49 €	-347 496,30 €	-24 733,92 €
Résultat reporté de l'exercice N-1	1 891 431,75 €	1 832 626,26 €	1 485 129,96 €
Résultat cumulé de l'exercice N au 31 décembre	1 832 626,26 €	1 485 129,96 €	1 460 396,04 €
Dette au 31 décembre du budget Principal	14 536 997,87 €	14 283 854,44 €	13 235 445,52 €

Analyse

Les **recettes de fonctionnement** ont augmenté de 692 000€ entre 2022 et 2023. Ceci s'explique par la combinaison de la décision d'augmenter les taux de 2.5% associée à l'effet de l'évolution des bases de la fiscalité (+7.1%). Avec l'augmentation de la fraction de TVA qui sert de base au calcul des compensations de fiscalité, les recettes de ces dernières sont également très positives en 2023.

Les **dépenses de fonctionnement**, ont quant à elles été très stables entre 2022 et 2023. Ceci s'explique par le portage sur l'année 2022 de la couverture du déficit de la ZA de Quingey pour 372 000€. Ainsi si on neutralise 2022 et que l'on compare les années 2021 et 2023, les dépenses ont augmenté de 755 160€ entre ces deux années.

En zoomant sur les chapitres, on constate un impact sur :

- Le chapitre des charges générales de + 252 235€ composées notamment de + 30 000€ de frais d'énergie,
- + 15 000€ de factures de la Chaufferie ayant fonctionné à 60% au fuel
- L'augmentation des dépenses de personnel à hauteur de 214 000€. Ceci résulte notamment du déploiement sur une année complète de la nouvelle architecture des services techniques

environnement et supports, du fonctionnement des France Services en équipe complète, du Glissement Vieillesse Technicité, des 3.5% d'augmentation du point d'Indice, de l'attribution de la prime pouvoir d'achat.

L'épargne de gestion a bien progressée entre 2022 et 2023 ; passant ainsi de 1 496 367€ à 2 227 144€.

Cependant l'augmentation des taux d'imposition n'a pas encore permis de financer concrètement l'OPAH dont le commencement s'est décalé dans le temps. Le budget primitif 2023 prévoyait initialement 350 000€ d'aides à verser reportées sur 2024.

Les dépenses d'investissement ont été moins importantes que prévues et inférieures à 2022. Le décalage des travaux de l'extension de la maison des services à Amancey en est la principale raison.

Néanmoins les financements ont été à la hauteur des travaux réalisés avec une prise en charge des cofinanceurs à hauteur de 50%.

ANALYSE BUDGET DÉCHETS

Analyse	2021	2022	2023
Recettes de fonctionnement courant	2 654 620,72 €	2 756 881,09 €	2 817 294,21 €
Dépenses de fonctionnement courant	2 578 441,97 €	2 665 006,77 €	2 663 298,29 €
Epargne de gestion	76 178,75 €	91 874,32 €	153 995,92 €
Résultats financiers	-2 222,45 €	-427,20 €	0,00 €
Résultats exceptionnels	-6 078,61 €	-2 680,69 €	-4 062,22 €
Epargne brute	67 877,69 €	88 766,43 €	149 933,70 €
Remboursement courant du capital de la dette (hors RA)	49 291,16 €	50 966,17 €	0,00 €
Epargne Disponible (Autofinancement net)	18 586,53 €	37 800,26 €	149 933,70 €
Dépenses réelles d'investissement	34 518,49 €	13 624,09 €	122 283,55 €
Recettes réelles d'investissement	9 884,41 €	444,07 €	18 108,26 €
Besoin de financement	24 634,08 €	13 180,02 €	104 175,29 €
Emprunts nouveaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Produits des cessions d'immobilisations	0,00 €	0,00 €	3 500,00 €
Variation du Fond de roulement (Avec Cessions d'Immo.)	-6 047,55 €	24 620,24 €	49 258,41 €
Résultat reporté de l'exercice N-1	181 259,58 €	175 212,03 €	199 832,27 €
Résultat cumulé de l'exercice N au 31 décembre	175 212,03 €	199 832,27 €	249 090,68 €
Dette au 31 décembre	50 966,17 €	0,00 €	0,00 €

Analyse

Le budget Déchets s'équilibre par le paiement des redevances et par les ventes de produits.

Il est à noter qu'en 2023, la totalité des contributions auprès du SYBERT et des entreprises de ramassage ont respecté le calendrier annuel sans décalage.

Il n'y a plus d'emprunt sur ce budget.

Bien que le résultat soit positif il est à nuancer par la connaissance du volume d'impayés qui s'accumule année après année.

Entre 2017 et 2020, il reste 135 746€ d'impayés sur le budget OM.

Les 56 163,58€ d'admissions en non valeur et 31 125,85€ de créances éteintes en 2023 constituent une amorce du travail d'apurement engagé par les élus. Pour rappel l'objectif est d'avoir purgé tous les impayés n-3 à la fin du mandat.



ANALYSE BUDGET CHAUFFERIE

Analyse	2021	2022	2023
Recettes de fonctionnement courant	137 774,43 €	151 651,39 €	132 158,09 €
Dépenses de fonctionnement courant	149 321,20 €	125 646,50 €	136 526,00 €
Epargne de gestion	-11 546,77 €	26 004,89 €	-4 367,91 €
Résultats financiers	-17 253,59 €	-16 195,44 €	-12 755,51 €
Résultats exceptionnels	4 793,79 €	-14 041,14 €	2 349,00 €
Epargne brute	-24 006,57 €	-4 231,69 €	-14 774,42 €
Remboursement courant du capital de la dette (hors RA)	47 560,23 €	48 535,12 €	49 536,55 €
Epargne Disponible (Autofinancement net)	-71 566,80 €	-52 766,81 €	-64 310,97 €
Dépenses réelles d'investissement	2 489,12 €	0,00 €	48 560,58 €
Recettes réelles d'investissement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Besoin de financement	2 489,12 €	0,00 €	48 560,58 €
Emprunts nouveaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Produits des cessions d'immobilisations	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Variation du Fond de roulement (Avec Cessions d'Immo.)	-74 055,92 €	-52 766,81 €	-112 871,55 €
Résultat reporté de l'exercice N-1	-548 274,60 €	-622 330,52 €	-675 097,33 €
Résultat cumulé de l'exercice N au 31 décembre	-622 330,52 €	-675 097,33 €	-787 968,88 €
Dette au 31 décembre	662 119,42 €	613 584,30 €	564 047,75 €

Analyse

L'objectif de l'exécutif de présenter un budget équilibré en fonctionnement n'a pas été atteint en 2023. Ceci est dû particulièrement au recours au fuel et à des exonérations des abonnés suite à des dysfonctionnements. Les élus poursuivent leur volonté d'équilibrer la section de fonctionnement.

Cette année 2023 a été aussi marquée par la nécessité de réinvestir plus massivement sur des réparations et des remises à niveau du système de la Chaufferie.



ANALYSE BUDGET SPANC

Analyse	2021	2022	2023
Recettes de fonctionnement courant	26 030,00 €	32 040,00 €	35 310,00 €
Dépenses de fonctionnement courant	35 302,75 €	36 673,13 €	38 350,03 €
Epargne de gestion	-9 272,75 €	-4 633,13 €	-3 040,03 €
Résultats financiers	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Résultats exceptionnels	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Epargne brute	-9 272,75 €	-4 633,13 €	-3 040,03 €
Remboursement courant du capital de la dette (hors RA)	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Epargne Disponible (Autofinancement net)	-9 272,75 €	-4 633,13 €	-3 040,03 €
Dépenses réelles d'investissement	0,00 €	6 600,00 €	0,00 €
Recettes réelles d'investissement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Besoin de financement	0,00 €	6 600,00 €	0,00 €
Emprunts nouveaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Produits des cessions d'immobilisations	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Variation du Fond de roulement (Avec Cessions d'Immo.)	-9 272,75 €	-11 233,13 €	-3 040,03 €
Résultat reporté de l'exercice N-1	3 251,09 €	-6 021,66 €	-16 802,29 €
Résultat cumulé de l'exercice N au 31 décembre	-6 021,66 €	-16 802,29 €	-19 842,32 €

Analyse

Malgré des instabilités de contrôles dû à la variation des effectifs des contrôleurs SPANC sur l'année 2023, le résultat de -3 040.03€ n'est pas inquiétant.

En effet, l'objectif que le budget soit en équilibre à la fin du mandat semble assuré avec le recours à un prestataire dont le marché a été acté en janvier.



ANALYSE BUDGET MAISON DE LA SANTÉ

Analyse	2021	2022	2023
Recettes de fonctionnement courant	55 335,95 €	53 744,00 €	51 145,60 €
Dépenses de fonctionnement courant	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Epargne de gestion	55 335,95 €	53 744,00 €	51 145,60 €
Résultats financiers	-7 420,57 €	-9 562,22 €	-14 803,48 €
Résultats exceptionnels	0,00 €	0,30 €	0,00 €
Epargne brute	47 915,38 €	44 182,08 €	36 342,12 €
Remboursement courant du capital de la dette (hors RA)	30 332,49 €	31 008,30 €	31 700,83 €
Epargne Disponible (Autofinancement net)	17 582,89 €	13 173,78 €	4 641,29 €
Dépenses réelles d'investissement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Recettes réelles d'investissement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Besoin de financement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Emprunts nouveaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Produits des cessions d'immobilisations	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Variation du Fond de roulement (Avec Cessions d'Immo.)	17 582,89 €	13 173,78 €	4 641,29 €
Résultat reporté de l'exercice N-1	-18 202,33 €	-619,44 €	12 554,34 €
Résultat cumulé de l'exercice N au 31 décembre	-619,44 €	12 554,34 €	17 195,63 €
Dettes au 31 décembre	422 116,60 €	391 108,30 €	359 407,47 €

Analyse

Le budget de la Maison de Santé à Amancey présente uniquement les recettes des loyers en 2023 pour 51 145,60€. L'emprunt court jusqu'en 2034. Pour rappel, les professionnels de santé pourront activer leur option d'achat dès 2024.



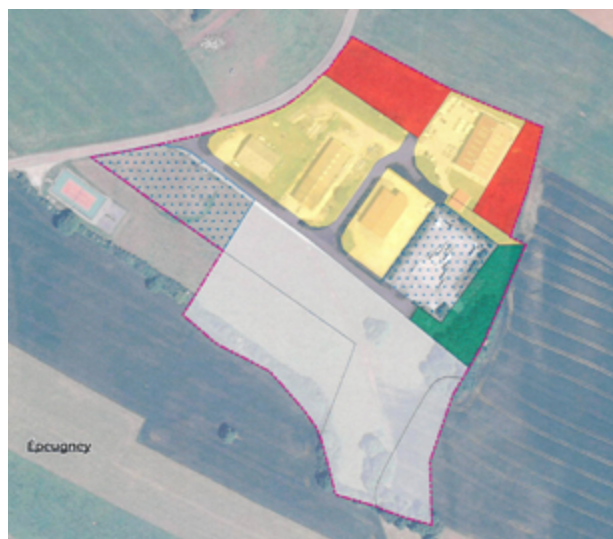
ANALYSE BUDGET ZA EPEUGNEY

Analyse	2022	2023
Recettes de fonctionnement courant	0,00 €	18 000,00 €
Dépenses de fonctionnement courant	118 197,70 €	1 109,40 €
Epargne de gestion	-118 197,70 €	16 890,60 €
Résultats financiers	-894,26 €	-1 788,52 €
Résultats exceptionnels	0,00 €	0,00 €
Epargne brute	-119 091,96 €	15 102,08 €
Remboursement courant du capital de la dette (hors RA)	0,00 €	0,00 €
Epargne Disponible (Autofinancement net)	-119 091,96 €	15 102,08 €
Dépenses réelles d'investissement	0,00 €	0,00 €
Recettes réelles d'investissement	0,00 €	0,00 €
Besoin de financement	0,00 €	0,00 €
Emprunts nouveaux	182 500,00 €	0,00 €
Produits des cessions d'immobilisations	0,00 €	0,00 €
Variation du Fond de roulement (Avec Cessions d'Immo.)	63 408,04 €	15 102,08 €
Résultat reporté de l'exercice N-1	0,00 €	63 408,04 €
Résultat cumulé de l'exercice N au 31 décembre	63 408,04 €	78 510,12 €
Dette au 31 décembre	182 500,00 €	182 500,00 €

Analyse

Ouvert sur l'exercice 2022, ce budget comptabilise en 2023 une seule opération de vente d'un terrain pour 18 000€

De manière similaire à la ZA Sous le Bois, le prix de vente à 18€ HT a été calculé de sorte à conclure à une opération blanche lorsque tous les terrains seront vendus.



ANALYSE BUDGET ZA SOUS LE BOIS

Analyse	2021	2022	2023
Recettes de fonctionnement courant	190 065,06 €	201 882,14 €	0,00 €
Dépenses de fonctionnement courant	368 807,68 €	2 621,60 €	6 727,60 €
Epargne de gestion	-178 742,62 €	199 260,54 €	-6 727,60 €
Résultats financiers	-1 012,00 €	-3 482,00 €	-3 482,00 €
Résultats exceptionnels	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Epargne brute	-179 754,62 €	195 778,54 €	-10 209,60 €
Remboursement courant du capital de la dette (hors RA)	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Epargne Disponible (Autofinancement net)	-179 754,62 €	195 778,54 €	-10 209,60 €
Dépenses réelles d'investissement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Recettes réelles d'investissement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Besoin de financement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Emprunts nouveaux	380 000,00 €	0,00 €	0,00 €
Produits des cessions d'immobilisations	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Variation du Fond de roulement (Avec Cessions d'Immo.)	200 245,38 €	195 778,54 €	-10 209,60 €
Résultat reporté de l'exercice N-1	-244 270,52 €	-44 025,14 €	151 753,40 €
Résultat cumulé de l'exercice N au 31 décembre	-44 025,14 €	151 753,40 €	141 543,80 €
Dette au 31 décembre	600 000,00 €	600 000,00 €	600 000,00 €

Analyse

Aucune vente de terrain n'a eu lieu sur cette zone d'activité économique. L'objectif est de conclure à une opération équilibrée in fine. Pour l'instant, le coût au m² est de 11.87€ (encore quelques travaux + bornages) pour des terrains vendus au prix de 13.98€.

Deux emprunts ont été conclus sur ce budget pour un montant de 600 000€. Ils devront être remboursés in fine avec une attention particulière sur le 1er d'un montant de 220 000€ à rembourser en totalité fin 2025.



ZA Sous
le Bois
Février 2022

ANALYSE BUDGET ZA DU GROSBOIS

Analyse	2021	2022	2023
Recettes de fonctionnement courant	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Dépenses de fonctionnement courant	902,73 €	0,00 €	13 435,34 €
Epargne de gestion	-902,73 €	0,00 €	-13 435,34 €
Résultats financiers	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Résultats exceptionnels	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Epargne brute	-902,73 €	0,00 €	-13 435,34 €
Remboursement courant du capital de la dette (hors RA)	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Epargne Disponible (Autofinancement net)	-902,73 €	0,00 €	-13 435,34 €
Dépenses réelles d'investissement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Recettes réelles d'investissement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Besoin de financement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Emprunts nouveaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Produits des cessions d'immobilisations	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Variation du Fond de roulement (Avec Cessions d'Immo.)	-902,73 €	0,00 €	-13 435,34 €
Résultat reporté de l'exercice N-1	16 521,73 €	15 619,00 €	15 619,00 €
Résultat cumulé de l'exercice N au 31 décembre	15 619,00 €	15 619,00 €	2 183,66 €

Analyse

Une seule opération est à noter sur ce budget en 2023, il s'agit des nécessaires travaux et mise aux normes pour séparer les fluides.

2024 pourrait être marquée par un projet d'extension et par la clôture de ce budget par la vente de la dernière parcelle pour près de 100 000€.



ZA du
Grosbois
Février 2022

ANALYSE BUDGETS CONSOLIDÉS

Analyse	2021	2022	2023
Recettes de fonctionnement courant	12 506 603,68 €	12 994 828,53 €	13 543 752,75 €
Dépenses de fonctionnement courant	10 640 317,85 €	11 249 955,45 €	11 122 147,39 €
Epargne de gestion	1 866 285,83 €	1 744 873,08 €	2 421 605,36 €
Résultats financiers	-60 231,63 €	-54 189,57 €	-91 689,05 €
Résultats exceptionnels	-10 628,07 €	-73 285,50 €	194 261,81 €
Epargne brute	1 795 426,13 €	1 617 398,01 €	2 524 178,12 €
Remboursement courant du capital de la dette (hors RA)	1 053 718,60 €	1 070 329,02 €	1 129 646,31 €
Créances sur des collectivités			
Epargne Disponible (Autofinancement net)	741 707,53 €	547 068,99 €	1 394 531,81 €
Dépenses réelles d'investissement	2 598 837,96 €	3 312 635,59 €	2 888 457,36 €
Recettes réelles d'investissement	1 114 024,99 €	1 782 327,46 €	1 395 136,89 €
Besoin de financement	1 484 812,97 €	1 530 308,13 €	1 493 320,47 €
Emprunts nouveaux	600 000,00 €	869 176,00 €	0,00 €
Variation du fonds de roulement (Hors cessions d'immo.)	-134 647,50 €	-114 063,14 €	-98 788,66 €
Produits des cessions d'immobilisations	211 849,27 €	0,00 €	3 500,00 €
Variation du Fond de roulement (Avec Cessions d'Immo.)	77 201,77 €	-114 063,14 €	-95 288,66 €
Résultat reporté de l'exercice N-1	1 281 716,70 €	1 350 460,53 €	1 236 397,39 €
Résultat cumulé de l'exercice N au 31 décembre	1 350 460,53 €	1 236 397,39 €	1 141 108,73 €
Dette au 31 décembre	16 272 200,06 €	16 071 047,04 €	14 941 400,74 €

Analyse

L'analyse consolidée permet d'avoir une vision globale de la santé financière de la collectivité.

Elle est néanmoins à lire avec précaution car elle mêle beaucoup d'informations et de domaines très différents les uns des autres : budgets déchets et SPANC équilibrés par des tarifs, budgets des zones et de la maison de santé en cours de réalisation et avec un objectif d'équilibre en fin d'opération, budget Chaufferie sur lequel un contentieux est en cours...

Cette analyse permet notamment d'attirer notre vigilance sur la variation du fonds de roulement négative à 95 288,66€ ainsi que sur notre CAF globale à 1 394 531,81€ qui s'est améliorée entre 2022 et 2023 mais sans le déclenchement de l'OPAH qui devait être financée par l'augmentation de la fiscalité.



PARTIE

3

**LES ORIENTATIONS
BUDGÉTAIRES**

selon le projet de
mandat

Quelques rappels sur les indicateurs utilisés :

Epargne de gestion

L'épargne de gestion résulte de la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses de gestion, c'est-à-dire l'ensemble des dépenses réelles de fonctionnement à l'exception des charges d'intérêts de la dette.

Epargne brute

L'épargne brute résulte de la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle mesure la capacité d'une collectivité à financer le remboursement du capital de sa dette ainsi que ses investissements hors contraction de nouveaux emprunts et subventions d'investissements.

Epargne nette

L'épargne nette résulte de la différence entre l'épargne brute et le remboursement du capital de sa dette. Elle mesure la capacité d'une collectivité à financer ses investissements hors contraction de nouveaux emprunts et subventions d'investissements.

Taux d'épargne brute

Rapport entre l'épargne brute et les recettes réelles de fonctionnement. Cet indicateur mesure le pourcentage des ressources propres de fonctionnement affecté au financement des investissements et au remboursement du capital de la dette.

En prenant en compte les résultats et l'impact des décisions nationales sur les finances des collectivités, les parties suivantes exposent les perspectives de projet de la collectivité. Les orientations budgétaires ont été bâties selon **les enjeux du projet de mandat** qui sont pour rappel :

ENJEU

A

7 orientations pour un territoire attractif et dynamique

Orientation 1

Développement économique et innovation

Orientation 2

Optimiser l'organisation touristique du territoire pour gagner en efficacité

Orientation 3

Accompagner la qualification de l'offre en s'appuyant sur les attentes des clientèles dans une démarche éco-responsable

Orientation 4

Développer la notoriété et commercialiser la destination de manière innovante

Orientation 5

Placer l'expérience client au cœur des problématiques de développement touristique

Orientation 6

Création et gestion des équipements touristiques

Orientation 7

Développement culturel et sportif

ENJEU

B

6 orientations pour un territoire en transition

Orientation 8

Développement et aménagement durable du territoire

Orientation 9

Actions en faveur de la maîtrise de l'énergie

Orientation 10

Actions en faveur de la prise en compte de l'environnement

Orientation 11

Promouvoir les alternatives de mobilité en milieu rural

Orientation 12

Gestion des déchets

Orientation 13

Gestion du petit cycle de l'eau

ENJEU

C

3 orientations pour un territoire au service de sa population et du public

Orientation 14

Actions sociales

Orientation 15

Services au public

Orientation 16

Gestion du patrimoine communautaire

ENJEU

D

3 orientations pour un territoire solidaire & mutualisé

Orientation 17

Mutualisation

Orientation 18

Équilibre et solidarité du bloc communal

Orientation 19

Moyens généraux de la CCLL

LES ACTIONS FLÉCHÉES POUR 2024

ENJEU A : un territoire attractif et dynamique



D'éventuelles études pour la reprise des ZA communales au niveau intercommunal. Il est à noter que ces dépenses supportées pas le budget général seront ensuite réintégrées dans les budgets zones d'activités respectifs pour une prise en compte dans l'estimation des prix de vente.



Réactualisation de l'atlas des friches industrielles.



Le lancement d'une étude pour la réhabilitation de l'île Simon à Quingey. Ce projet sera cofinancé par la mairie de Quingey.



L'organisation d'un forum de l'emploi sur le territoire.



Une professionnalisation de l'équipe à l'EPIC Destination Loue-Lison pour s'inscrire dans une perspective de vente de séjours. Ceci se traduit par une augmentation de la subvention versée à l'office de tourisme par la CCLL.



Le recours à un alternant qui serait en charge d'établir un état des lieux de l'état et de la gestion des sentiers et de les cartographier.



La garantie de l'uniformité de l'accès à la culture pour tous sur le territoire avec un soutien particulier à l'école de musique de Fertans (CFCMA) pour garantir sa pérennité et le financement d'un projet commun aux 3 écoles de musique porté par Musica'Loue.

ENJEU B : un territoire en transition



La concrétisation du versement des aides OPAH dont le montant est estimé à 350 000€ versés aux particuliers et aux professionnels pour 2024.



Poursuite de la phase Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT.



La poursuite pour une année de la politique de l'habitat avec le maintien du pôle rénovation conseil et du partenariat avec la Maison de l'Habitat.

ENJEU C : un territoire au service de sa population



La seconde édition d'un forum de la santé axé sur le « bien vieillir ».



L'inscription dans l'acte 2 du déploiement des compétences France Services avec la création d'un poste mutualisé avec le CIAS.



L'hébergement et la maintenance du nouveau logiciel de réservation des démarches passeports et CNI en ligne.

ENJEU D : un territoire solidaire et mutualisé



La création d'un poste d'ingénierie pour guider les communes membres dans le montage et le financement de leur projet d'investissement.



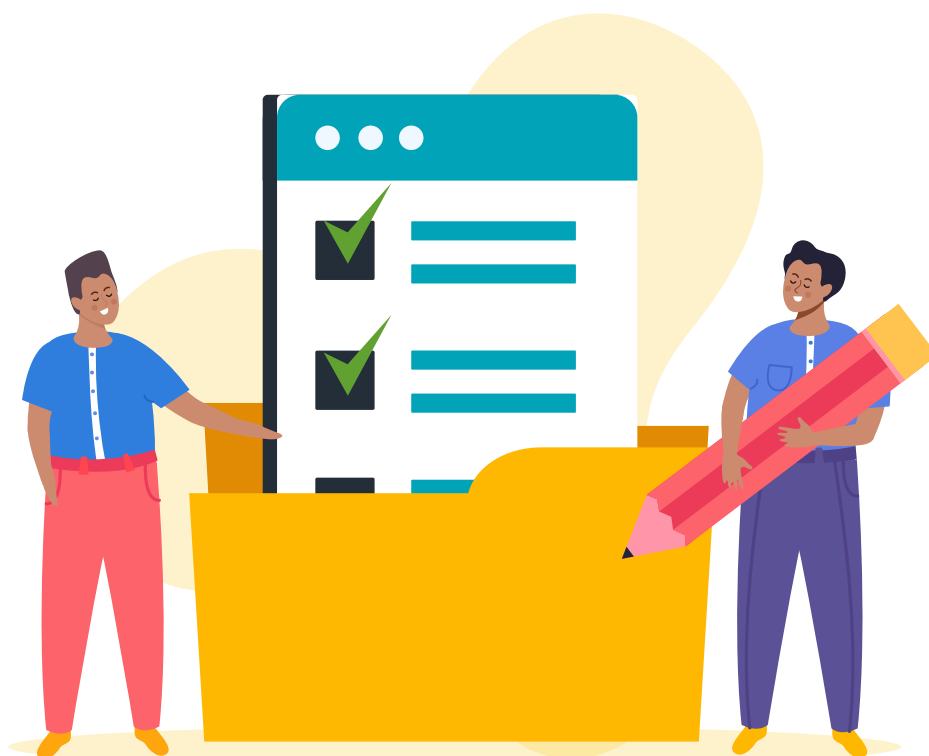
Le déploiement complet du système informatique et de la mise en réseau de tous les pôles des services de la CCLL.



Une année complète de déploiement de la location de véhicules supplémentaires pour permettre aux agents d'exercer leurs fonctions de manière efficiente.



La conception d'une vidéo de promotion du territoire en lien avec les partenaires économiques et touristiques pour attirer de nouveaux candidats dans les recrutements sur le territoire .





Actions en cours
ou terminées

Actions planifiées

Actions non
planifiées

Actions
abandonnées

Actions planifiées
mais non réalisées

ORIENTATIONS	AXES	Numéro	ACTION OU PROJET	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1. Développement économique et innovation	1. Création, entretien et gestion ZAE	A.1.1.1	Viabilisation et vente des parcelles sur les ZAE intercommunales	■	■	■	■	■	■
		A.1.1.2	Fonctionnement des ZAE intercommunales dans le budget général		■	■	■	■	■
		A.1.1.3	Reprise des ZAE communales en ZAE intercommunales		■	■	■	■	■
		A.1.1.4	Prendre en compte les prescriptions liées à la transition écologique dans les ZAE		■	■	■	■	■
		A.1.1.5	Réflexion sur le foncier disponible en ZAE		■	■	■	■	■
		A.1.1.6	Gestion et animation des ZAE intercommunales	■	■	■	■	■	■
	2. Soutien à la création et au développement des entreprises	A.1.2.1	Aide l'immobilier d'entreprise	■	■	■	■	■	■
		A.1.2.2	Aide à l'investissement matériel	■	■	■	■	■	■
		A.1.2.3	Soutien et accompagnement des entreprises	■	■	■	■	■	■
	3. Soutien au tissu économique dans le cadre de la crise sanitaire de la Covid-19	A.1.3.1	Aide à l'investissement individuel	■	■				
		A.1.3.2	Aide aux projets collectifs	■	■				
		A.1.3.3	Aide aux loyers	■	■				
		A.1.3.4	Mesure des impacts de la crise sanitaire sur le tissu économique		■	■	■	■	■
			A.1.4.1	Développement d'action avec l'Office de tourisme		■	■	■	■

4. Actions transversales	A.1.4.2	Sites à potentiel économique touristique: Tuilleries et Taillanderie							
	A.1.4.3	Créer un observatoire économique							
	A.1.4.4	Misen en œuvre du programme Territoire d'industrie							
	A.1.4.5	Réhabilitation de friches industrielles							
	A.1.4.6	Emploi et insertion							
	A.1.4.7	Promotion et accompagnement dans la création de tiers-lieux							
5. Aménagement numérique	Fiche -projet	Accompagner le serveur agricole pour leur développement économique							
	A.1.5.1	Déploiement de la fibre très haut débit							
	A.1.5.2	Travailler en partenariat avec les conseillers numériques des communes							

ORIENTATIONS	AXES	Numéro	ACTION OU PROJET	2021	2022	2023	2024	2025	2026		
1. Optimiser l'organisation touristique du territoire pour gagner en efficacité		A.5.1.1	Créer et manager un pôle tourisme								
		A.5.1.2	Communiquer auprès des élus et des mairies sur le rôle et les actions de l'OT								
		A.5.1.3	Conforter les actions engagées par les 8 groupes-projets et en poursuivre l'animation								
		A.5.1.4	Imaginer des modèles économiques viables pour les sites gérés par la CCLL								
		A.5.1.5	Mieux accompagner les porteurs de projets publics et privés								
		A.5.1.6	Développer des nouvelles mutualisations avec les territoires voisins et partenaires institutionnels								
		A.5.1.7	Poursuivre l'animation, le suivi et l'optimisation de la taxe de séjour								
		A.5.1.8	Développer de nouvelles sources d'auto-financements via une stratégie commerciale								
		2. Développement de l'économie touristique		A.5.2.1	Poursuivre et renforcer les partenariats avec le pôle Courbet et la Saline royale						
				A.5.2.2	Encourager à la valorisation innovante de sites patrimoniaux d'intérêt touristique						
	Programme de mise en tourisme du Castel St Denis										

	2. Accompagner la qualification de l'offre en s'appuyant sur les attentes des clientèles dans une démarche écoresponsable		Evenementiel autour du site du Castel St Denis						
		A.5.2.3	Améliorer, valoriser et structurer l'offre de randonnée pédestre, VTT et autres mobilités						
		A.5.2.4	Coordonner, structurer et commercialiser l'offre d'activités de pleine nature						
		A.5.2.5	Accompagner la montée en gamme des hébergements touristiques						
			Accompagner la professionnalisation des acteurs touristiques vers des démarches d'excellence						
		A.5.2.6	Poursuivre l'animation des acteurs touristiques						
	3. Développer la notoriété et commercialiser la destination de manière innovante	A.5.3.1	Développer une stratégie de communication et promotion ciblée						
		A.5.3.2	Installer et animer une place de marché						
	4. Placer l'expérience client au cœur des problématiques de développement touristique	A.5.4.1	Mettre en place un observatoire et des outils d'analyse de la performance de la destination						
		A.5.4.2	Innover par l'accueil						

ORIENTATIONS	AXES	Numéro	ACTION OU PROJET	2021	2022	2023	2024	2025	2026
3. Création et gestion des équipements touristiques	1. Espace ludique et touristique de Nautiloue	A.6.1.1	Proposer une offre d'activité de loisirs et de sports nautiques de qualité pour les habitants du territoire						
		A.6.1.2	Proposer une offre d'activité de loisirs et de sports nautiques de qualité pour les touristes						
		A.6.1.3	Développer les partenariats entre Nautiloue et les acteurs du territoire						
		A.6.1.4	Valorisation des ressources humaines et des équipements du centre aqualudique Nautiloue						
		A.6.1.5	Confirmer la politique de valorisation du centre Nautiloue en équipement touristique						
		A.6.1.6	Suivi de la DSP du camping La Roche d'Ully						

ORIENTATIONS	AXES	Numéro	ACTION OU PROJET	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	1. Gestion des équipements cultu	A.7.1.1	Mise à disposition des gymnases intercommunautaires aux associations						
	2. Actions en faveur du développement culturel, sportif et socio-éducatif (CSCJ)	A.7.2.1	Soutien et promotion des arts vivants						
		A.7.2.2	Développement de la lecture publique et gestion de la bibliothèque intercommunale d'Amancey						
		A.7.2.3	Animation culturelle en milieu empêché						

4. Développement culturel et sportif		A.7.2.4	Développer l'autonomie et favoriser la découverte culturelle auprès des jeunes							
	3. Soutien aux écoles de musique du territoire	A.7.3.1	Soutien financier aux écoles de musiques							
	4. Art et culture en territoire Loue Lison	A.7.4.1	Programmation et médiation culturelle							
		A.7.4.2	Création d'un appel à projet spécial culture sur le territoire							
	5. Développement des activités sportives	A.7.5.1	Pratique de la course d'orientation en milieu scolaire							
		A.7.5.2	Promotion du duathlon / triathlon via l'équipement Nautiloue							
		A.7.5.3	Soutien aux manifestations de trail							
		A.7.5.4	Développer des événements en lien avec les JOP 2024							

ENJEU

B



Actions en cours ou terminées
 Actions planifiées
 Actions non planifiées
 Actions abandonnées
 Actions planifiées mais non réalisées

ORIENTATIONS	AXES	Numéro	ACTION OU PROJET	2021	2022	2023	2024	2025	2026
5. Développement et aménagement durable du territoire	1. Documents de planification	B.8.1.1	Schéma de cohérence territorial						
	2. Promouvoir un aménagement durable du territoire	B.8.2.1	Prise en compte du PCAET dans les documents de planification						
		B.8.2.2	Accompagner les communes dans les choix en matière de prescriptions d'urbanisme						
	3. Amélioration de l'habitat	B.8.3.1	Lancement d'une étude pré-opérationnelle OPAH						
		B.8.3.2	Mise en place de la Plateforme territoriale de rénovation énergétique (PTRE)						

		B.8.3.3	Mise en place d'une OPAH							
--	--	---------	--------------------------	--	--	--	--	--	--	--

ORIENTATIONS	AXES	Numéro	ACTION OU PROJET	2021	2022	2023	2024	2025	2026
6. Actions en faveur de la maîtrise d'énergie	1. Engager la collectivité dans une	B.9.1.1	Munir les collectivités d'un diagnostic complet de leur patrimoine (ex : points lumineux)						
		B.9.1.2	Doter le territoire d'ingénierie pour accompagner les collectivités dans la gestion de leur patrimoine						
		B.9.1.3	Rénover le patrimoine public en HPE						
		B.9.1.4	Former les collectivités pour une commande publique exemplaire						
	2. Développer les énergies renouvelables	B.9.2.1	Inciter au développement de chaufferie bois dans les projets de rénovations						
		B.9.2.2	Inciter l'installation de panneaux photovoltaïques et thermiques						
		B.9.2.3	Évaluer la faisabilité du déploiement de l'éolien à horizon 2050						
		B.9.2.4	Développement modéré de la production d'hydroélectricité sur le territoire						

ORIENTATIONS	AXES	Numéro	ACTION OU PROJET	2021	2022	2023	2024	2025	2026
7. Actions en faveur de la prise en compte de l'environnement	1. Encourager les secteurs agricole et forestier à agir pour le développement durable dans leurs activités	B.10.1.1	Accompagner techniquement et financièrement les porteurs de projets agricoles dans la réalisation de diagnostics des exploitations						
		B.10.1.2	Accompagner et soutenir la diversification agricole/sylvicole						
		B.10.1.3	Agir sur la conversion du foncier agricole dédié à l'agroécologie						
		B.10.1.4	Mener un travail sur la réouverture des milieux et lutter contre l'enrichissement						
		B.10.1.5	Restructurer le foncier forestier						
		B.10.1.6	Valoriser la production locale dans une optique de développement des circuits courts						
	2. Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations	B.10.2.1	Créer du lien avec l'EPAGE HDHL						
		B.10.2.2	Restaurer et préserver les continuités écologiques et les zones humides						
		B.10.2.3	Connaitre et préserver la ressource en eau du territoire						
		B.10.2.4	Inciter financièrement l'installation d'équipements favorisant les économies et le stockage de l'eau						
		B.10.3.1	Développer les réseaux pour favoriser l'interconnaissance, la mutualisation et les initiatives de projet						

ORIENTATIONS	AXES	Numéro	ACTION OU PROJET	2021	2022	2023	2024	2025	2026
8. Promouvoir les alternatives de mobilité en milieu rural	1. Organiser la CCLL comme moteur de la mobilité sur le territoire	B.11.1.1	Devenir Autorité Organisatrice des Mobilités (AOM)						
		B.11.1.2	Mettre en place un plan de mobilité simplifié						
		B.11.1.3	Répondre aux enjeux de mobilité motorisée sur le territoire						
		B.11.1.4	Répondre aux enjeux de mobilité douce sur le territoire						
		B.11.1.5	Diminuer l'empreinte carbone des professionnels par la mise en oeuvre de plan de mobilité inter-entreprise						

ORIENTATIONS	AXES	Numéro	ACTION OU PROJET	2021	2022	2023	2024	2025	2026
9. Gestion des déchets	1. Gestion administrative et financière du service	B.12.1.1	Gestion clientèle						
		B.12.1.2	Suivi budget						
		B.12.1.3	Rapport annuel N-1						
		B.12.1.4	Gouvernance						
	2. Performance technique du service	B.12.2.1	Gestion de la compétence collecte des déchets						
		B.12.2.2	Gestion des bacs de la CCLL						
		B.12.2.3	Gestion des manifestations						
		B.12.2.4	Nettoyage de printemps						
		B.12.2.5	Collecte des encombrants						
		B.12.2.6	Suivi de la compétence "Traitement des déchets (SYBERT)"						
		B.12.2.7	Suivi du projet d'Ecocentre à Ornans						
		B.12.2.8	Réhabilitation des anciennes décharges publiques						
		Fiche-Projet	Reflexion sur la collecte des biodéchets						
	3. Communication	B.12.3.1	Développer les supports et sujets de communication						
		B.12.3.2	Informations problèmes de collecte						

		B.12.3.3	Sensibilisation en lien avec le SYBERT							
--	--	----------	----------------------------------------	--	--	--	--	--	--	--

ORIENTATIONS	AXES	Numéro	ACTION OU PROJET	2021	2022	2023	2024	2025	2026
10. Gestion du petit cycle de l'eau	1. SPANC	B.13.1.1	Amélioration du service						
	2. Gestion de la compétence AEP et assainissement collectif	B.13.2.1	Préparation de la prise de compétence eau potable et assainissement collectif						



ORIENTATIONS	AXES	Numéro	ACTION OU PROJET	2021	2022	2023	2024	2025	2026
11. Actions sociales	1. CIAS	C.14.1.1	Mettre en place une cellule du CIAS pour mailler l'ensemble du territoire						
		C.14.1.2	Mettre en place une offre de service pour les tous les habitants						
		C.14.1.3	Réaliser l'Analyse des besoins sociaux (ABS)						
		C.14.1.4	Création de partenariats en fonction des thématiques identifiées dans l'ABS						
		C.14.1.5	Développer la communication du CIAS						
	2. Politique d'insertion	C.14.2.1	Chantier d'insertion du Castel St Denis						
		Fiche-Projet	Autres chantier à développer						
		C.14.3.1	Améliorer la prévention et renforcer les parcours de santé						

	3. Contrat Local de Santé	C.14.3.2	Renforcer les soins de proximité, promouvoir le territoire pour l'installation médicale et développer l'exercice coordonné						
		C.14.3.3	Faciliter les parcours de soins des publics fragiles PA et PH						
		C.14.3.4	Santé et environnement						
		Fiche-Projet	Santé mentale						
	7. Gestion et impact de la crise sanitaire	C.14.6.2	Faciliter l'accès à la vaccination : mise en place des centres de vaccination						
		Fiche-Projet	Prévention et sensibilisation de la population						
		Fiche-Projet	Impact de la crise sur la population : assurer un accompagnement des publics fragilisés par la crise sanitaire						

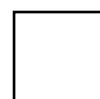
ORIENTATIONS	AXES	Numéro	ACTION OU PROJET	2021	2022	2023	2024	2025	2026
12. Services au public	1. Espace France Services	C.15.1.1	Labellisation des structures MSAP en EFS						
		C.15.1.2	Animer le réseau FS						
		C.15.1.3	Communication						
		C.15.1.4	Labellisation des structures "Charte Marianne"						
	2. Petite enfance	C.15.2.1	Gestion de la compétence Petite enfance						
		C.15.2.2	Animation petite enfance et RPE						
		C.15.2.3	Contractualisation territoriale globale (CTG)						
3. Accueil des gens du voyage	C.15.3.1	Mise en œuvre du schéma départemental de l'accueil des gens du voyage							

ORIENTATIONS	AXES	Numéro	ACTION OU PROJET	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	1. Voirie communautaire	C.16.1.1	Planifier les interventions						
		C.16.1.2	Promouvoir la compétence voirie pour une gestion intercommunale						
		Fiche-Projet	Reflexion au sujet de la proposition DMO/AMO pour les communes						
		C.16.2.1	Entretien, rénovation de l'existant						

13. Gestion du patrimoine communautaire	2. Construction, rénovation et entretien du bâti communautaire	C.16.2.2	Gestion des contrats de maintenance et de sécurité						
		C.16.2.3	Gestion du bâtiment de l'école de musique de Fertans						
		C.16.2.4	Gestion du bâtiment de la gendarmerie						
		C.16.2.5	Gestion du parc automobile						
		C.16.2.6	Extension de la maison des services d'Amancey						
		C.16.2.7	Nouveau locaux (siège CCLL et EPAGE)						
		C.16.2.8	Equipement sportif sur le secteur du 1er plateau						
		C.16.2.9	Extension de la maison des services de Quingey						
		C.16.3.1	Gestion de la chaufferie bois d'Amancey						
	C.16.3.2	Gestion du contentieux de la chaufferie bois d'Amancey							
	3. Réseau de chaleur								

ENJEU

D



Actions en cours
ou terminées

Actions planifiées

Actions non
planifiées

Actions
abandonnées

Actions planifiées
mais non réalisées

ORIENTATIONS	AXES	Numéro	ACTION OU PROJET	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	1. Evolution du service mutualisé	D.17.1.1	Développement de la dématérialisation						
		D.17.1.2	Evolution des besoins RH et des missions						
		D.17.1.3	Reflexion tarifaire du service						

14. Mutualisation	2. Evolution du service secrétariat	D.17.2.1	Evolution du service						
		D.17.2.2	Missions du service						
		D.17.2.3	Développement de la dématérialisation						
	3. Services mutualisés à construire	D.17.3.1	Elaboration et rédaction du schéma de mutualisation						
		D.17.3.2	Mise en œuvre du schéma de mutualisation						

ORIENTATIONS	AXES	Numéro	ACTION OU PROJET	2021	2022	2023	2024	2025	2026
16. Moyens généraux de la CCLL	1. Gestion RH et Finance	D.19.1.1	Gestion du service finance						
		D.19.1.2	Gestion comptable						
		D.19.1.3	Gestion des RH						
	2. Administration générale	D.19.2.1	Direction et secrétariat général						
		D.19.2.2	Management des équipes						
		D.19.2.3	Pilotage et stratégie "projet de mandat"						
		D.19.2.4	Gestion des contentieux						
	3. Gestion du service des marchés publics	D.19.3.1	Structuration du service marché public						
		D.19.3.2	Gestion électronique des docs (GED)						

ORIENTATIONS	AXES	Numéro	ACTION OU PROJET	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	1. Gestion RH et Finance	D.19.1.1	Gestion du service finance						
		D.19.1.2	Gestion comptable						
		D.19.1.3	Gestion des RH						
		D.19.2.1	Direction et secrétariat général						

16. Moyens généraux de la CCLL	2. Administration générale	D.19.2.2	Management des équipes						
		D.19.2.3	Pilotage et stratégie "projet de mandat"						
		D.19.2.4	Gestion des contentieux						
	3. Gestion du service des marchés publics	D.19.3.1	Structuration du service marché public						
	4. Gestion des affaires courantes	D.19.3.2	Gestion électronique des docs (GED)						
		D.19.3.3	Gestion du parc informatique et de la téléphonie						
		D.19.3.4	Outils numériques communs						
	5. Evaluation des risques professionnels	D.19.5.1	Elaboration du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels						
	6. Communication générale	D.19.6.1	Assurer une communication interne						
		D.19.6.2	Assurer une communication externe						

Le projet de budget primitif 2024 s'établira à partir de plusieurs hypothèses globales :

- L'objectif jusqu'à présent affiché par l'Exécutif de respecter le plafond d'évolution des dépenses de fonctionnement à 1.2% est remis en cause en raison du futur passage en M57. En effet, les dépenses relatives aux aides aux particuliers (PTRE/Mobilités), et à la future OPAH mandatées jusqu'alors en dépenses d'investissement seront basculées en dépenses de fonctionnement.
- Pour compenser les conséquences sur le niveau d'épargne nette minimum qui sera inférieur à celui des années précédentes, l'Exécutif proposera lors du vote du budget une augmentation des taux d'imposition de +2.5% et garantira l'octroi des 435 aides programmées dans la cadre de l'OPAH. Cela sera conforme à la trajectoire prise en 2023 d'augmentation de +2.5%/an pdt 3 ans de la fiscalité.
- La CCLL s'engage depuis plusieurs années à préserver une marge d'endettement pour financer les investissements futurs et non récurrents en maintenant une capacité de désendettement inférieure à 8 ans. En 2024, le montant des dépenses prévisionnelles d'investissement (voir PPI page 74) s'élève à 3 809 704€ avec des recettes attendues à hauteur de 1 810 243€. Cet objectif d'investissement important nécessitera le recours à l'emprunt à hauteur de 700 000€ sur les projets structurants tout en poursuivant le désendettement.

La CCLL qui s'est toujours engagée dans une rationalisation des dépenses de fonctionnement afin de dégager un autofinancement permettant de répondre aux enjeux de son territoire subit les évolutions réglementaires comptables. Elle devra optimiser les recettes de fonctionnement pour pouvoir maintenir son niveau d'épargne. En effet, 2023 marque une rupture de la santé financière des collectivités confrontées à une forte inflation de leurs dépenses et à des recettes nettes fiscales plus faibles qu'espérées créant un effet de ciseau sur l'épargne.



PARTIE

4

**L'ÉVOLUTION 2024
DES DÉPENSES DE
FONCTIONNEMENT**

LES CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL

L'année 2024 sera principalement marquée par les premiers versements d'aides de l'OPAH et par le travail préparatoire de la prise de compétences eau et assainissement qui nécessitera l'ouverture d'un budget annexe à l'automne avec effet au 1er janvier 2025.

Les autres actions s'inscrivent dans la continuité de l'exercice des compétences de la collectivité avec une recherche perpétuelle de financements.

Au chapitre des charges à caractère générale, le delta entre les dépenses et les recettes nouvelles est de :
+ 190 903€

LES CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILÉS

Pour rappel, dans les EPCI de plus de 10 000 habitants, le rapport doit contenir obligatoirement les informations suivantes :

- la structure des effectifs ;
- des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;
- la durée effective du travail ;
- l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

À compter du 1er janvier 2024, tous les grades et échelons de la collectivité ont bénéficié d'une revalorisation de +5 points de leurs indices. Ceci représente un versement annuel de + 17 800€ pour l'ensemble des agents de la CCLL.

Par ailleurs, par délibération du 11 décembre 2023, les élus ont adopté le principe du versement de la prime pouvoir d'achat en 2 fractions : un premier versement de moitié en décembre 2023 et un second versement en avril 2024. La charge supportée sur le budget 2024 sera de 11 955€.



LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

Depuis 2023, la modification de la structuration des effectifs et de l'organigramme est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Perspectives pour 2024

Pour 2024, l'organigramme évoluera avec le recrutement de deux nouveaux profils :

- Conformément aux conclusions du schéma de mutualisation adoptée le 11 décembre 2023 en Conseil Communautaire et à la présentation en conférence des Maires le 26 novembre 2023, un poste d'aide/appui aux communes membres de la CCLL a été créé au tableau des effectifs par délibération du 12 février 2024. Le profil est celui d'un agent en cat A (attaché) sur un contrat de projet de 3 ans. Il est financé par la moitié de la dynamique des bases de la fiscalité économique perçue par la CCLL depuis le passage à la FPU en 2018. Ce qui représente en moyenne 44 000€/an. Il/elle sera en charge de venir en aide aux communes du territoire porteuses de projets afin de déterminer avec elles les démarches et procédures à entreprendre pour mener à bien leurs opérations d'investissement.
- Dans le cadre de la dynamique des 3 France Services répartis sur le territoire Loue-Lison et de la perspective du déploiement de l'acte 2 des France Services, il est nécessaire de pourvoir le service d'un nouvel agent. Le profil serait celui d'un agent mobile venant en renfort dans l'un des 3 sites et au CIAS en cas de nécessité de services, de formations, d'arrêts de travail...
- Il est également prévu de développer l'apprentissage dans les services « activités de pleine nature », « actions sociales » afin de miser sur des profils pour l'avenir
- A noter l'imputation au budget général pour la fin de l'année 2024, des recrutements d'un administratif et de techniciens sur le service assainissement. Dès l'ouverture du budget dédié au 1er janvier 2025, ces dépenses seront remboursées par le budget assainissement.

La Communauté de Communes Loue Lison emploie des agents publics pour assurer l'ensemble de ses missions.

Les prévisions 2024 tiennent compte de la stagiairisation ou de la titularisation d'agents contractuels permanents déjà présents dans les effectifs en 2023.

La CCLL encourage en effet ces agents sur des emplois permanents à passer les concours correspondants à leur mission et à suivre les formations de préparation aux concours correspondantes.

 61
2023

 67
2024

	2023	Prévisions 2024
Fonctionnaires titulaires/ stagiaires	40	40
Agents contractuels sur emplois permanents	12	15
Agents contractuels en contrats non permanents	7	8
Agents en apprentissage	2	4
TOTAL	61	67

dont 2 agents sur l'assainissement

Emplois permanents, structure détaillée selon la filière

	2023	Prévisions 2024
Administrative	31	32
Technique	13	15
Sociale	2	2
Sportive	5	5
Animation	1	1
TOTAL	52	55

Emplois non permanents

	2023	Prévisions 2024
Administrative	3	4
Technique	4	4
TOTAL	7	8

LES DÉPENSES DE PERSONNEL

chapitre 012

Les dépenses de personnel s'élèvent à :



2023

2 689 605€ brut tous budgets confondus

Elles sont composées entre autres :

Traitement de base indiciaire	1 342 090.19 €
Charges patronales	659 256.96 €
Bonification indiciaire + SFT	42 978.06 €
Régime indemnitaire - IFSE	197 817.36 €
Régime indemnitaire - CIA	37 418.67 €
Prime pouvoir d'achat - 1er versement	11 955.00 €
Personnel MAD	95 832.90 €
Tickets restaurant	47 977.32 €
CNAS	13 547.00 €
Adhésion CNFPT + CDG25	40 511.26 €
Assurance statutaire	117 114.79 €

Le reste des dépenses de personnel étant principalement les charges patronales (cotisations URSAAF, ATIACL, CNRACL, IRCANTEC, etc.).

Il est à noter que la masse salariale a été optimisée en 2023 par des recettes : subventions, remboursements des communes, participations :

SCoT	16 624.54 €
Prime volontaire territorial en administration (VTA) / SCoT	15 000.00 €
PTRE	Rien sur 2023/ décalage solde 2024
CRTE	6 501.50 €
CLS	23 710.00 €
LEADER	54 405.40 €
Facturation service urbanisme	173 747.99 €
Facturation secrétariat aux communes	157 171.10 €
France Services Amancey, Ornans, Quingey	105 000.00 €
Budget déchet	125 000.00 €
Budget CIAS	76 607.90 €
Contrôles SPANC	10 430.17 €
Budget chaufferie	10 318.21 €
Relais petite enfance (RPE)	41 199.73 €
Prime apprentissage	6 000.00 €
Remboursement CPAM + assurance	86 775.68 €

Soit un total des recettes sur les dépenses de personnel de :


2023
 908 492.22€

En 2023, au chapitre 012, le delta entre les dépenses et les recettes était de +1 781 113€

LE RÉGIME INDEMNITAIRE

Le RIFSEEP de la CCLL se compose :

- D'une indemnité de Fonction, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) qui valorise la nature des fonctions des agents et leur expérience professionnelle ;
- D'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA) basé sur l'entretien professionnel.

LE RIFSEEP

IFSE

Part fonction sujetion expertise



Fixée selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions



Fixée selon la prise en compte de l'expérience professionnelle

- Part fixe
- Versement mensuel
- Indemnité principale

CIA

Complément indemnitaire annuel



Fixé selon l'engagement professionnel et la manière de servir au regard de l'entretien professionnel

- Part variable
- Versement annuel en une fraction

La collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- **Prendre en compte la place de l'agent dans l'organigramme et reconnaître les spécificités de certains postes ;**
- **Garantir un cadre transparent et équitable à l'ensemble des agents, toutes filières confondues**

Le RIFSEEP est applicable à tous les cadres d'emplois présents au sein des effectifs de la CCLL.

Définition des groupes de fonction :

Le montant de l'IFSE est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions. Les fonctions occupées par les agents d'un même cadre d'emploi sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants, déterminés par décret :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;

- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Ces critères permettent de regrouper, par catégorie hiérarchique, les postes pour lesquels le niveau de responsabilité et d'expertise est similaire, quels que soient le grade et la filière des agents.

LES AVANTAGES SOCIAUX

Télétravail
mise en place en 2024

Compte épargne temps

Adhésion au CNAS pour
l'ensemble des agents

Tickets restaurant

Adhésion au contrat groupe
sofaxis - maintien de salaire
en cas d'arrêt de travail
de plus de 3 mois = 9€ de
participation employeur par
mois

Participation employeur –
mutuelles labellisées = 46€
par mois pour un agent à
temps complet

LA DURÉE EFFECTIVE DE TRAVAIL



**1 agent à temps complet =
1 607 heures par an**

Les cycles de travail ont fait l'objet d'une réflexion du groupe de travail « harmonisation des conditions de travail ». Ils ont été entérinés par l'adoption du règlement intérieur en 2018.

En fonction des services, les conditions des cycles de travail se décomposent en plusieurs scénarii :

Dans les services « administratifs » et « techniques » (hors Nautilou et France services) siège CCLL, pôle Amancey ou Quingey, les jours travaillés s'entendent du lundi au vendredi. La durée du temps de travail hebdomadaire pour un agent à temps complet étant fixée à 35h. Ces heures peuvent être réparties :

sur 5 jours : 7 h par jour avec repos le samedi et le dimanche

sur 4.5 jours : la $\frac{1}{2}$ journée libérée par semaine est fixée en fonction des obligations de service avec le supérieur hiérarchique

sur 2 semaines : une semaine à 39h et une semaine à 31h avec un jour de récupération ; cette journée est fixée en fonction des obligations de service avec le supérieur hiérarchique



Pour les agents à temps non complet, les horaires de travail et le rythme hebdomadaire seront déterminés en fonction des nécessités de service. A Nautilou, le temps de travail est annualisé en fonction de la nécessité d'ouverture saisonnière de l'équipement. Ainsi un agent réalisera 1607h par an. Un calendrier prévisionnel, respectant les conditions légales de durée maximale de travail est établi en début d'année ;

Le traitement des heures supplémentaires est le suivant :

Les heures supplémentaires effectuées par les agents sont compensées soit par un repos ou soit par une épargne au titre du compte épargne temps. Ainsi les heures supplémentaires ne pourront pas faire l'objet d'une compensation sous forme de versement d'indemnités (sauf Nautilou voir ci-dessous).

Les heures supplémentaires effectuées sont obligatoirement récupérées sur l'année civile, soit jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. En cas de non possibilité de solder la totalité des heures supplémentaires en fin d'année, les agents pourront épargner des jours sur le compte épargne temps à raison d'un maximum de 5 jours par an d'heures de récupération (soit 35h) pour un agent à temps complet, et au prorata pour un agent à temps partiel ou non complet.

En ce qui concerne Nautilou, le fonctionnement et la nature de l'activité nécessitent fréquemment des interventions du service notamment technique en cas de panne ou problème hors des horaires de travail habituelles. Par ailleurs, en raison des nécessités de continuité de service, en cas de congés maladie ou pour absence extraordinaire, les agents sur un poste nécessitant une présence obligatoire (accueil, MNS : (maîtres-nageurs) sont remplacés par un collègue. Afin d'éviter une accumulation trop importante des heures à récupérer qui déstabiliserait le fonctionnement du service, les heures supplémentaires liées à ces dépannages sont rémunérées selon les dispositions en vigueur.



Le règlement de télétravail a été adopté en conseil communautaire le 11 décembre 2023. Les agents ont le choix entre deux systèmes :

- Le télétravail régulier, une demi à une journée/semaine ;
- 36 jours libres dans l'année proratisés au temps de travail.

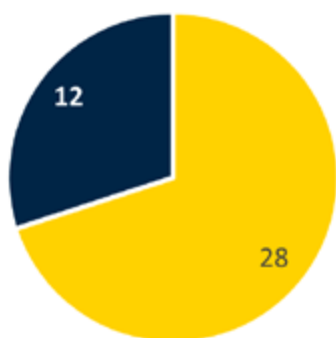
LE PLAN ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Le plan d'égalité femmes-hommes a été présenté au conseil communautaire le 04 novembre 2021. Il doit faire l'objet d'une mise à jour annuelle lors du Rapport d'orientations budgétaires.

Il s'inscrit dans les objectifs des lignes directrices de gestion.

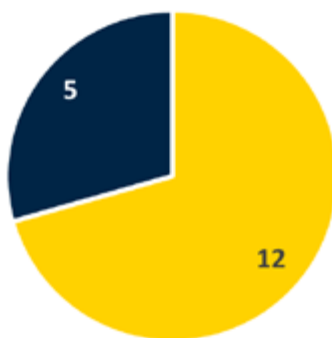
La Communauté de Communes Loue Lison ne rencontre aujourd'hui aucune problématique de traitement des inégalités salariales comme le prouvent les chiffres du diagnostic qui a été élaboré au moment de l'écriture de ce plan d'actions.

**Répartition
Femmes-Hommes
titulaires**



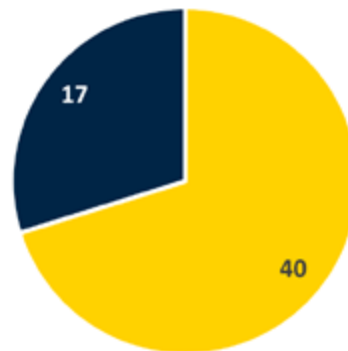
■ Femmes ■ Hommes

**Répartition
Femmes-Hommes
non titulaires**



■ Femmes ■ Hommes

**Répartition
Femmes-Hommes
titulaires et non
titulaires**



■ Femmes ■ Hommes

LES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION 2024

L'une des innovations de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 dite de transformation de la Fonction Publique consiste en l'obligation pour toutes les collectivités territoriales de définir des lignes directrices de gestion.

Lors de sa séance du 8 décembre 2020, le Comité technique du centre de gestion du Doubs a prononcé un avis favorable au document des Lignes Directrices de Gestion élaboré par la CCLL.

L'élaboration de lignes directrices poursuit les objectifs suivants :

- Renouveler l'organisation du dialogue social en passant d'une approche individuelle à une approche plus collective
- Développer les leviers managériaux pour une action publique plus réactive et plus efficace
- Simplifier et garantir la transparence et l'équité du cadre de gestion des agents publics
- Favoriser la mobilité et accompagner les transitions professionnelles des agents publics dans la fonction publique et le secteur privé
- Renforcer l'égalité professionnelle dans la Fonction Publique.

Les lignes directrices visent à :

- Déterminer la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, notamment en matière de GPEEC.(gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences)
- Fixer des orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels. En effet, les CAP n'examineront plus les décisions en matière d'avancement et de promotion à compter du 1er janvier 2021.
- Favoriser, en matière de recrutement, l'adaptation des compétences à l'évolution des missions et des métiers, la diversité des profils et la valorisation des parcours professionnels ainsi que l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

Elles constituent le document de référence pour la GRH de l'établissement.

L'élaboration des LDG permet de formaliser la politique RH, de favoriser certaines orientations, de les afficher et d'anticiper les impacts prévisibles ou potentiels des mesures envisagées. Les lignes directrices de gestion s'adressent à l'ensemble des agents.

En 2024, les objectifs déterminés par la collectivité sont les suivants :

Organisation des conditions de travail



Limitier la précarité des emplois contractuels et à temps non complet

Recrutement et mobilité



Encourager et favoriser les mobilités internes



Anticiper les recrutements et les départs

Rémunération



Mettre à jour l'outil de cotation RIFSEEP

Formation



Mettre en place une politique de formation volontariste



Promotion de la formation



Développer les actions de formation relatives à la prévention dans le cadre du travail



Anticiper les actions de formations relatives à un changement de fonctions

LES ATTÉNUATIONS DE PRODUITS

compte 014

En l'absence de transfert de compétences entre la CCLL et ses communes membres, les attributions de compensations restent inchangées pour 2024.

LES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE

compte 65

Avec le passage à la M57 au 1er janvier 2024, la CCLL provisionne le versement des aides OPAH en dépenses de fonctionnement (compte 65) selon les dispositions de la nouvelle nomenclature.

Ce mécanisme impacte très fortement le budget de fonctionnement et par conséquent l'épargne de gestion de la collectivité.



LES CHARGES D'INTÉRÊTS DE LA DETTE

compte 66

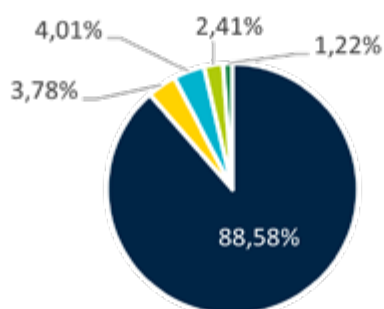
Aucun emprunt n'a été contracté en 2023.

Il est envisagé le recours à l'emprunt en 2024 à hauteur de 700 000€ pour financer les projets structurants de la collectivité.

RÉPARTITION PAR BUDGET

BUDGET	%	Montant
Budget Principal	88,58%	13 235 445,52 €
Budget Chauffage Bois	3,78%	564 047,75 €
Budget ZA Sous le Bois	4,01%	600 000,00 €
Budget Maison de la Santé	2,41%	359 407,47 €
Budget ZA Epeugney	1,22%	182 500,00 €
TOTAL		14 941 400,74 €

Répartition par budget

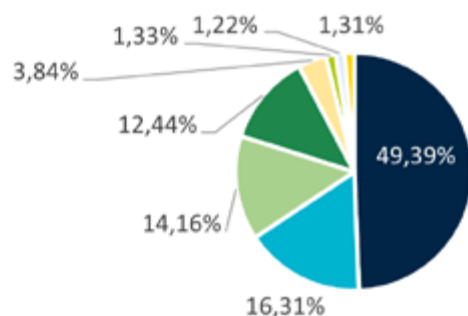


- Budget Principal
- Budget Chauffage Bois
- Budget ZA Sous le Bois
- Budget Maison de la Santé
- Budget ZA Epeugney

RÉPARTITION PAR PRÊTEUR

PRÊTEURS	%	Montant
Caisse d'Epargne de Franche Comté	49,39%	7 380 174,32 €
Crédit Agricole de Franche Comté	16,31%	2 436 952,11 €
Société de Financement Local	14,16%	2 115 037,40 €
Crédit Foncier de France	12,44%	1 858 315,85 €
Crédit Mutuel	3,84%	573 429,80 €
Communes Membres	1,33%	199 440,32 €
Banque Populaire	1,22%	182 500,00 €
Autres	1,31%	195 550,94 €
TOTAL		14 941 400,74 €

Répartition par prêteur

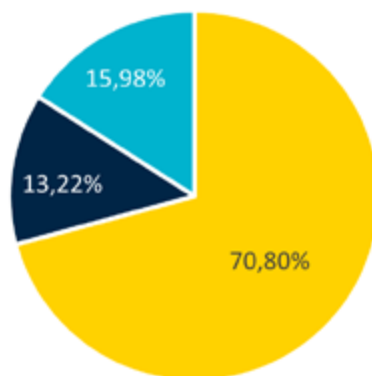


- Caisse d'Epargne de Franche Comté
- Crédit Agricole de Franche Comté
- Société de Financement Local
- Crédit Foncier de France
- Crédit Mutuel
- Communes Membres
- Banque Populaire
- Autres

STRUCTURE DE LA DETTE

	Taux fixes	Taux variables	Taux structurés	TOTAL
Encours	9 370 398,12 €	1 750 010,00 €	2 115 037,40 €	13 235 445,52 €
Pourcentage global	70,80%	13,22%	15,98%	100%
Durée de vie moyenne	7 ans et 1 mois	7 ans et 10 mois	8 ans et 11 mois	7 ans et 6 mois
Nombre d'emprunts	29	1	1	31
Taux actuariel	2,88%	2,81%	3,47%	2,96%
Taux moyen	2,81%	3,17%	3,47%	2,96%

Structure de la dette du budget principal

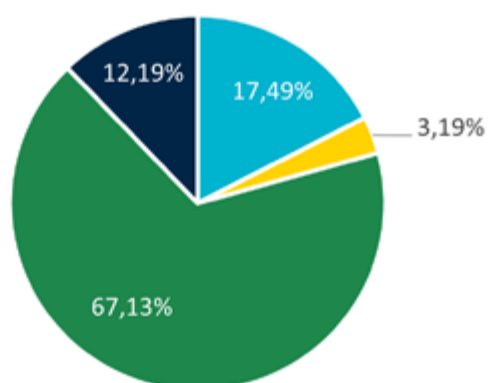


■ Taux fixes ■ Taux variables ■ Taux structurés

DURÉE RÉSIDUELLE

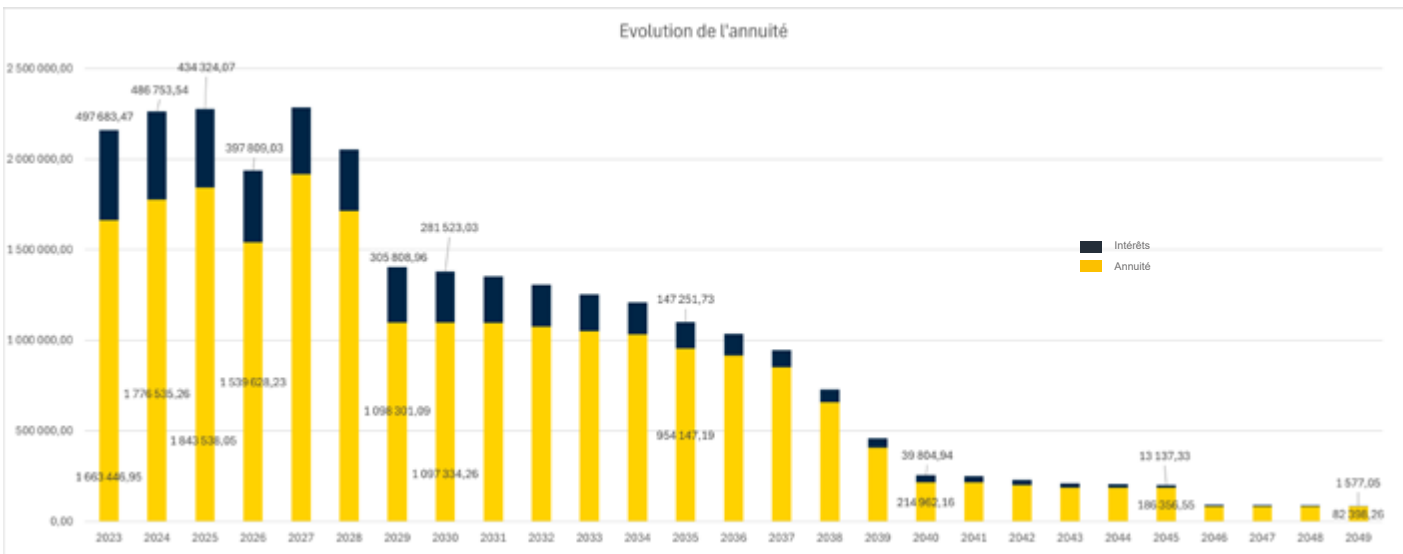
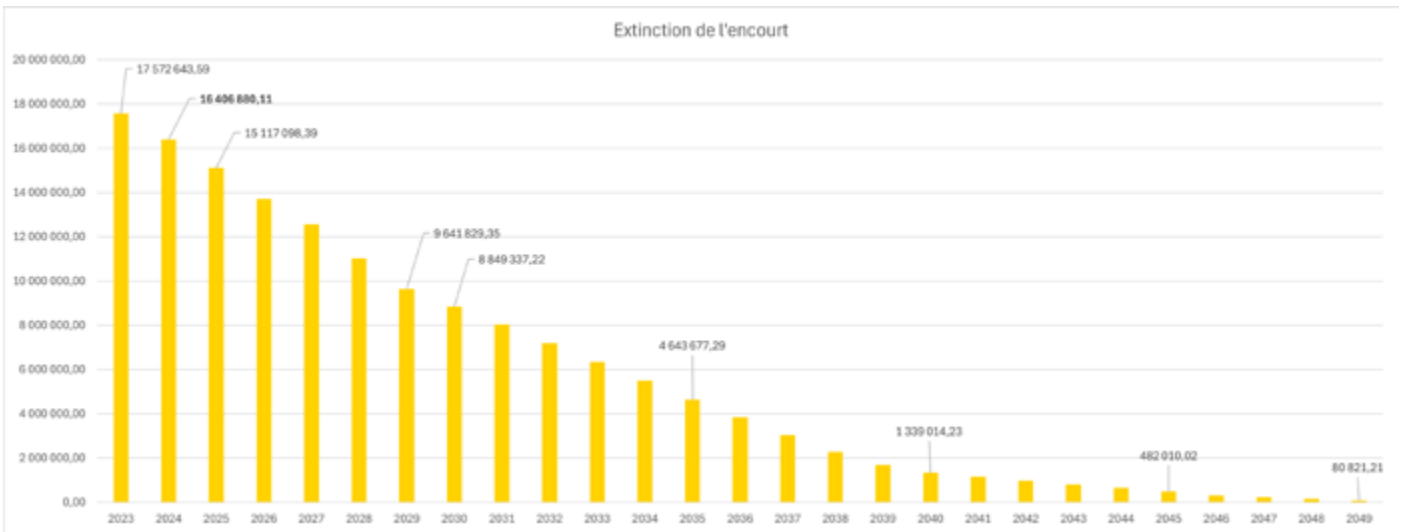
Durée résiduelle		Montant
	< 5 ans	2 314 621,85 €
	5 - 10 ans	422 266,18 €
	10 - 20 ans	8 884 927,63 €
	20 - 30 ans	1 613 629,86 €
TOTAL		13 235 445,52 €

Durée résiduelle



■ < 5 ans ■ 5 - 10 ans ■ 10 - 20 ans ■ 20 - 30 ans

EXTINCTION DE LA DETTE



PARTIE

5

**L'ÉVOLUTION 2024
DES RECETTES DE
FONCTIONNEMENT**

Afin de pouvoir décliner les grandes orientations, les élus pourront s'appuyer sur les ressources suivantes :

L'ATTÉNUATION DES CHARGES

compte 013

D'un montant de 86 775.68€ en 2023, le remboursement sur les rémunérations du personnel composé essentiellement des indemnités journalières devrait être globalement constant voir à la hausse (2 congés longue maladie, congés maternité et paternité...).

LES PRODUITS DE SERVICE ET DU DOMAINE

compte 70

Grâce notamment à l'attractivité provoquée par la réouverture de l'espace détente en 2023 mais également à une augmentation des effectifs fréquentant les activités encadrées dont les programmes sont très appréciés, 2023 a été une très bonne année au niveau des recettes de Nautilou avec plus de 337 471€ (soit 30 000€ de plus qu'en 2022). Sans présager de la météo estivale qui reste déterminante pour les recettes saisonnières, l'année 2024 s'annonce dans la même lignée que 2023.

Pour ce qui est des remboursements des services mutualisés secrétariat à Amancey et urbanisme, les recettes viennent totalement compenser les dépenses.

Pour 2024, la masse salariale sera identique au secrétariat mutualisé identique avec 4 équivalents temps plein. Il est possible qu'une adhésion supplémentaire nécessite l'augmentation du temps de travail d'un agent.

Elle différera légèrement à l'urbanisme avec le passage à 90% d'un agent pour une année à la place d'un temps plein.

Les locations de gymnase et les loyers devraient légèrement augmenter avec une réadaptation des loyers des occupants (ONF/Badaboum) de la maison des services à Amancey. La mise en place de l'automatisation du système d'entrée des gymnases permettra aussi de facturer plus régulièrement aux associations.

LES DOTATIONS DE L'ÉTAT

compte 74

La loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances, prévoit pour 2024 une augmentation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) de 320 millions d'euros par rapport à 2023 réparties comme suit :

Dotation d'intercommunalité	<p>+90 millions d'euros soit environ +5% sur la totalité de l'enveloppe</p> <ul style="list-style-type: none"> • Abondement par l'Etat de 30 millions d'euros nets ; • Abondement de 60 millions d'euros par l'écrêtement de la dotation de compensation
Dotation de compensation	<p>-60 millions d'euros soit environ -1% à -1,5% (contre -0,5% en 2023)</p>
Dotation de solidarité rurale	<p>+150 millions d'euros soit environ +7,2% sur la totalité de l'enveloppe (contre +200 millions d'euros en 2023)</p> <p>NB : majoration de 20 % de la fraction péréquation de la DSR des communes en FRR</p>
Dotation de solidarité urbaine	<p>+140 millions d'euros soit environ +5,3% sur la totalité de l'enveloppe (contre +90 millions d'euros en 2023)</p>

En ce qui concerne la Communauté de Communes, le projet de loi de finances a acté le relèvement du plafond d'augmentation de la dotation d'intercommunalité de 10% à 20%. Ceci permet de converger plus rapidement vers le montant de dotation réelle de la CCLL, qu'elle devrait enfin atteindre en 2025. Pour rappel ce montant réel est 512 000€.

Grâce à cette mesure la dotation d'intercommunalité pour 2024 s'élèverait à 463 200€.

La dotation de compensation devrait quant à elle subir une baisse de -1.5% soit un versement prévisionnel de 661 000€ pour 2024.

Pour rappel en 2023 elles s'élevaient respectivement à 386 035€ + 671 712€ soit au total 1 057 747€.

La globalité de la DGF pour 2024 serait donc de 1 124 200€.

LA FISCALITÉ ET LES ALLOCATIONS COMPENSATRICES

compte 73

LES GRANDES TENDANCES EN TERMES DE FISCALITÉ

La disparition de la taxe d'habitation remplacée par une part de TVA, les compensations notamment CFE puis la disparition en 2023 de la CVAE amoindrissent progressivement le pouvoir de taux de la collectivité et ont accru la dépendance financière de la CCLL envers l'Etat.

Le pouvoir des taux par la CCLL sur le foncier bâti, le foncier non bâti, la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, la CFE et la GEMAPI ne représentent désormais que **46.73% sur l'ensemble de la fiscalité**.

L'inflation et la revalorisation des valeurs locatives entraineront des répercussions sur les bases de fiscalité à savoir :

- La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives + évolution « physique » des bases de la CCLL = constructions de logements, nouvelles installations

TH : 5,45% de baisse par rapport à 2023

FB : 4,60% de hausse par rapport à 2023

FNB : 3,99% de hausse par rapport à 2023

CFE: fin 2023 environ 4,7% sur le territoire de la CC Loue Lison et ce, avant revalorisation forfaitaire

- La hausse de la TVA : +3 % en 2024 à prendre en compte dans les fractions TVA de compensations de la TH et de la CVAE ;
- La suppression de la CVAE et mécanisme de compensation de la suppression de la CVAE : moyenne de la CVAE perçue en 2020-2021-2022 en intégrant à cette moyenne ce que la collectivité aurait dû percevoir en 2023, le tout rehaussé par la hausse du volume global de la TVA estimée en 2023 (+3 %).

DYNAMIQUE PREVISIONNELLE DE FISCALITE SANS AUGMENTATION DE TAUX						
	Bases 2023	Taux 2023	Produits 2023	Réev. bases 2024 dynamique	Taux fixe	Produits 2024
CFE	6 189 882.00 €	23.65 %	1 463 907.09 €	6 480 806.45 €	23.65 %	1 532 710.73 €
TF	25 465 366.00 €	4.51 %	1 148 488.01 €	26 629 000.00 €	4.51 %	1 200 967.90 €
TFNB	2 288 621.00 €	6.09 %	139 377.02 €	2 380 000.00 €	6.09 %	144 942.00 €
TH	3 315 891.00 €	5.50 %	182 374.01 €	3 135 000.00 €	5.50 %	172 425.00 €
Total fiscalité des ménages + CFE			2 934 146.12 €			3 051 045.63 €
				Dynamique des bases		+ 116 900€

FISCALITÉ ET PROPOSITION D'AUGMENTATION DES TAUX

Comme envisagé lors du débat d'orientations budgétaires 2023 puis ensuite lors du vote des taux le 14 avril 2023, l'exécutif proposera d'augmenter les taux de +2.5% pour les 3 taxes ménages

Suivant les règles de lien, le taux maximal de CFE pour 2024 serait de 23.88%, soit +1%.

Cette augmentation représentant 52 864 € additionnée à la dynamique des bases représentera + 170 000€ de fiscalité ménages + 94 185.81€ d'autres fiscalité et compensations soit au global 317 000€. Cet encaissement permettra de financer les aides d'une année de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat.

IMPACT 2.5% D'AUGMENTATION DES TAUX			
	Bases 2024	Taux 2.5 %	Produits +2.5 %
CFE	6 480 806.45 €	23.88 %	1 547 616.58 €
TF	26 629 000.00 €	4.62 %	1 230 259.80 €
TFNB	2 380 000.00 €	6.24 %	148 512.00 €
TH	3 135 000.00 €	5.64 %	176 814.00 €
Total fiscalité			3 103 202.38 €
Gain des +2.5 %			52 864.00€

Montants prévisionnels des compensations de fiscalité 2024

MONTANT PREVISIONNEL DES AUTRES TAXES ALLOCATIONS COMPENSATRICES POUR 2024		
	Produits 2023	Produits prévisionnels 2024
Fraction TVATH	1 701 187.00 €	1 752 222.61 €
CVAE	1 241 740.00 €	1 278 992.20 €
TAFNB	22 779.00 €	23 500.00 €
TASCOM	112 919.00 €	112 919.00 €
IFER	206 741.00 €	211 918.00 €
Total autres fiscalités	3 285 366.00 €	3 379 551.81 €
	Total autres fiscalités	94 185.81 €

Pour rappel la CVAE sera progressivement supprimée d'ici à 2027.

Les collectivités qui en percevaient sont déjà compensées par l'octroi d'une fraction de TVA.

Enjeu : comment répartir le dynamisme de la fraction de TVA entre les différentes collectivités ?

Création du FNAET (Fonds National d'Attractivité Economique des Territoires) selon les modalités de calculs suivants (Décret du 27 novembre 2023)

- Pour 1/3 : évolution des valeurs locatives de CFE
- Pour 2/3 : évolution des effectifs des établissements

AUTRES TAXES

IFER

Pas de changement significatif.

GEMAPI

Depuis le 1er janvier 2018, en application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, les intercommunalités sont obligatoirement compétentes en matière de gestion des milieux humides et de prévention des inondations, compétence incluant l'aménagement des bassins versants, l'entretien et l'aménagement des cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau, la défense contre les inondations ainsi que la protection et la restauration des zones humides.

Afin de financer cette compétence le Conseil Communautaire, par délibération du 30 septembre 2021 pour une mise en application au 1er janvier 2022, a adopté l'institution de la taxe GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations).

La CCLL délègue cette compétence à l'EPAGE (établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau) Haut-Doubs Haute-Loue, dont une partie des missions relève de la GEMAPI. Afin de financer les prévisions budgétaires du plan pluriannuel d'investissement 2021-2024 pour la prévention des inondations de l'EPAGE, la CCLL a fait le choix de poursuivre un financement par la fiscalité pour l'adhésion habituelle à l'EPAGE et de dédier les sommes collectées par la taxe GEMAPI exclusivement sur des dépenses de prévention des inondations.

Le produit prévisionnel de cette taxe qui sera précisément arrêté lors du Conseil Communautaire dédié au vote du budget, soit le 9 avril 2024, est estimé à 80 000€

Selon ce produit fixé par l'EPCI communiqué à la DGFIP et selon les bases d'imposition, l'Administration fiscale détermine le taux additionnel correspondant.

TAXE DE SÉJOUR

La taxe de séjour 2023 s'est élevée à près de 170 000€

Il est prévu un montant identique pour 2024.



LES SUBVENTIONS DES PARTENAIRES

compte 74718

compte 7472

compte 7473

compte 7488

Versements de subventions de nos partenaires que sont l'Etat, la Région, le Département, la DRAC, l'ARS, la CAF sur des actions de fonctionnement :

Etat	France Services : 105 000 €
Région	Etudes Tuileries Malbrans : 8 000 € Castel : 50 000 € SCOT ingénierie : 17 000 € LEADER 2019 : 65 624 € CLS : 14 340 €
Département	CTG sport culture : 38 000 € Etudes Tuileries Malbrans : 8 000€ Sentiers : 4 312 € Castel : 47 500 €
DRAC	Castel : 50 000 € Etudes Tuileries Malbrans : 8 000 €
ARS	Contrat Local de Santé : 29 800 €
CAF	CTG enfance/jeunesse : 81 258 €
Communes - transfert titres sécurisés	32 000€

LES AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE

compte 75

Il s'agit essentiellement des revenus des locations gymnases, Badaboum ainsi que les loyers des logements de la Gendarmerie d'Amancey qui seront révisés selon l'indice prévu dans les baux.

Pour information, les loyers de Badaboum et de l'ONF qui occupent un espace dans la Maison des Services de Amancey ont été réévalués au 1er janvier 2024 pour valoriser la rénovation des locaux.

Le compte 75 comprend également le remboursement de la part agent des tickets restaurant.



LES PRODUITS EXCEPTIONNELS

compte 77

À la suite de l'incendie de la zone détente, la collectivité a perçu les remboursements de l'assurance ; ce qui a permis de réhabiliter l'espace.

Il restera en 2024 à percevoir les pertes de produits d'exploitation liée à la fermeture de la zone détente. Ils sont estimés à 30 000€.

Un autre contentieux devrait arriver à son terme en 2024. Celui de l'affaire du carrelage à Nautiloué dont le montant de l'indemnité pourrait s'élever à 125 000€.





PARTIE

6

**LA PROGRAMMATION
PLURIANNUELLE DES
INVESTISSEMENTS**

Les actions du projet de mandat se déclinent également dans un plan pluriannuel d'investissement. Pour rappel, la méthode employée pour la construction de ce plan est de diviser les investissements en deux catégories :

Opérations courantes : Ensemble d'actions ou projets dont le financement est récurrent et s'inscrit sur le long terme. Ces actions n'ont pas vocation à être remises en cause.

Opération en cours : Ensemble des actions s'inscrivant dans des politiques publiques nouvelles mais pour lesquelles une décision du conseil communautaire a d'ores et déjà été prise. Cependant, en cas de fluctuations budgétaires (moins de dotations de l'état, baisse de fiscalité économique, nouvelles compétences obligatoires à assumer, etc.) certains financements pourront être revus.

Par ailleurs, ce PPI fait apparaître un emprunt de 700 000€ destiné au financement d'actions structurantes.

OBJET	N° AXES PROJ MANDAT	Flux	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
OPÉRATIONS COURANTES		Invest.	1 362 816	1 831 051	1 634 239	1 833 110	1 797 536	1 805 600	10 264 351,25 €
		Subv.	304 500	484 757	375 176	393 157	254 500	254 500	2 066 589,55 €
		Emprunt							
ENJEU A : UN TERRITOIRE ATTRACTIF ET DYNAMIQUE									
AIDES AUX ENTREPRISES	A.1.2	TOTAL	45 000	64 177	45 854	30 000	75 000	75 000	335 031 0
		Invest.							
		Subv. Emprunt							
VIA FERRATA	A.3.2	Invest.	36 816	5 000	15 181	64 160	15 000	15 000	151 157
		Subv.		10 200	0	27 400			37 600
		Emprunt							
PISCINE MATERIEL	A.6.1	Invest.	76 000	85 800	143 768	139 100	200 000	200 600	845 268 0
		Subv.							
		Emprunt							
PISCINE STRUCTURE	A.6.1	Invest.		370 000	352 040	275 000	200 000	200 000	1 397 040
		Subv.		30 000	41 177				71 177
		Emprunt							
DSP CAMPING	A.6.1	Invest.		1 500	6 890	10 000	2 000	2 000	22 390
		Subv.							
		Emprunt							
ENJEU B : UN TERRITOIRE EN TRANSITION									
EPAGE INVEST	B.10.2	Invest.	45 000	15 000	65 776	70 000	70 000	70 000	335 776
		Subv.							
		Emprunt							
ENJEU C : UN TERRITOIRE AU SERVICE AU PUBLIC									
VOIRIE	C.16.1	Invest.	1 085 000	1 243 464	971 954	1 200 000	1 192 536	1 200 000	6 892 954
		Subv.	300 000	432 287	316 323	360 000	250 000	250 000	1 908 610
		Emprunt							
BATIMENT	C.16.2	Invest.	20 000	10 402	2 155	20 000	20 000	20 000	92 556 0
		Subv.							
		Emprunt							
VEHICULES	C.16.2	Invest.						30 000	30 000 0
		Subv.							
		Emprunt							
GYMNASE A et Q	C.16.2	Invest.			2 144	11 850	5 000	5 000	23 994
		Subv.							
		Emprunt							
ENJEU D : UN TERRITOIRE SOLIDAIRE ET MUTUALISÉ									
INFORMATIQUE	D.19.4	Invest.	55 000	27 000	16 236	8 000	15 000	15 000	136 236
		Subv.	4 500	10 352	6 807	5 757	4 500	4 500	36 416
		Emprunt							
INTRAMUROS	D.19.4	Invest.		5 708	11 208				16 916
		Subv.		1 918	10 869				12 787
		Emprunt							
MOBILIER	D.19.4	Invest.		3 000	1 033	5 000	3 000	3 000	15 033 0
		Subv.							
		Emprunt							

OPERATION EN COURS		Invest.	1 309 932	1 217 643	959 124	1 676 594	1 362 000	1 437 000	7 962 294
		Subv.	322 914	585 012	492 413	827 086	919 500	1 003 500	4 150 425
		Emprunt							
ENJEU A : UN TERRITOIRE ATTRACTIF ET DYNAMIQUE									
VIABILISATION 2 PARCELLES ZA Q	A.1.1	Invest.			11 014				11 014 0
FRT INVESTISSEMENT	A.1.2	Invest. Subv. Emprunt		19 500					19 500 0
VOIRIE NAGLANS intégré dans voirie	A.1.2	Invest. Subv. Emprunt							0 0
ESPACE BEAUQUIER	A.2.1	Invest. Subv. Emprunt	2 123 104 642	2 123 14 908	6 299 35 693				10 544 155 243
CASTEL TOURISME	A.3.1	Invest. Subv. Emprunt	42 245 17 696						42 245 17 696
SENTIERS	A.3.2	Invest. Subv. Emprunt	96 000 55 000	50 750 12 687	57 643 41 117	171 364 98 731	15 000 4 500	15 000 4 500	405 757 216 535
INVEST VAE	A.3.2	Invest. Subv. Emprunt		1 700	0	2 000	2 000	2 000	7 700
COFFRET AMPHITHEATRE ELT	A.3.2	Invest. Subv. Emprunt			12 046	0			12 046 0
NAUTILOUE DIAG ENERGETIQUE	A.6.1	Invest. Subv. Emprunt				24 000			24 000 0
CAMPING	A.6.1	Invest. Subv. Emprunt		31 400	1 662	120 000			153 062
ENJEU B : UN TERRITOIRE EN TRANSITION									
SCOT		Invest. Subv. Emprunt	55 020 25 000	62 360 5 000	48 360 0	67 461 7 000	45 000 5 000	5 000	278 201 47 000
PTRE		Invest. Subv. Emprunt		2 000	4 000	0			6 000 0
OPAH		Invest. Subv. Emprunt		45 050 18 675	3 921 18 675	95 000 67 200			143 971 104 550
ECLAIRAGE		Invest. Subv. Emprunt			12 609 4 900	12 150			24 759 4 900
MOBILITE		Invest. Subv. Emprunt			14 945 0	52 920 46 777			67 865 46 777
DECHETTERIE		Invest. Subv. Emprunt	131 500 40 000	40 000	40 657 0	0			131 500 120 657
ECOCENTRE BUDGET OM		Invest. Subv. Emprunt							0 0
ENJEU C : UN TERRITOIRE AU SERVICE DU PUBLIC									
RIVEX		Invest. Subv. Emprunt	300 000 59 000	255 437 138 722	97 815 138 723				653 252 336 445
RESTRUCTURATION HOPITAL ST LOUIS		Invest. Subv. Emprunt	150 000	150 000					300 000 0
VOIRIE CHAZEAX		Invest. Subv. Emprunt		66 880 51 221					66 880 51 221
VOIRIE COQUY Intégré budget voirie		Invest. Subv. Emprunt							0 0
VOIRIE LODS		Invest. Subv. Emprunt			4 938 0				4 938 0
VOIRIE RUREY Intégré budget voirie		Invest. Subv. Emprunt							0 0
AMGMT COLLEGE QUINGEY		Invest. Subv. Emprunt	71 920 21 576	26 818	32 339 0				104 259 48 394
AMGT EFS		Invest. Subv. Emprunt	27 168	13 637 5 548	0 0	36 000 8 787			76 805 14 335
SYNDBIRD		Invest. Subv. Emprunt	56 964		3 420				60 384 0
EXTENSION AMANCEY		Invest. Subv. Emprunt	56 964	503 544 271 434	582 851 212 648	861 500 555 311	300 000 210 000		2 304 859 1 249 392
EXTENSION QUINGEY		Invest. Subv. Emprunt		1 156	6 515 0	10 054			17 725 0
TRAVAUX GENDARMERIE		Invest. Subv. Emprunt		12 107	3 341 0	72 900 27 280			88 348 27 280
CONTRÔLE ACCES GYMNASES		Invest. Subv. Emprunt			11 445 0	0			11 445 0
MARQUAGE AU SOL GYMNASE		Invest. Subv. Emprunt				15 600 0			15 600 0
REGUL SOUS STATION		Invest.				10 000			10 000

REGUL SOUS STATION QUINGEY		Invest. Subv. Emprunt				10 000 0			10 000 0
DIVERS GYMNASE		Invest. Subv. Emprunt				24 650 0			24 650 0
ETUDE PLATEAU SPORTIF		Invest. Subv. Emprunt		5 760 0	30 000 8 000	500 000 350 000	710 000 497 000		1 245 760 855 000
ETUDE SIEGE		Invest. Subv. Emprunt		0 0	30 000 8 000		300 000 240 000		330 000 248 000
ENJEU D : UN TERRITOIRE SOLIDAIRE ET MUTUALISE									
DEFIBRILLATEUR		Invest. Subv. Emprunt		5 310 0	0				5 310 0
INFORMATIQUE		Invest. Subv. Emprunt		27 131 0	33 795				60 926 0
MATERIEL COMMUNICATION		Invest. Subv. Emprunt		0 0	7 200				7 200 0
AMO SYDED TEPCV		Invest. Subv. Emprunt	20 028	0 0	0				20 028 0
TOTAL GENERAL									
Investissement			2 672 748	3 048 694	2 587 603	3 509 704	2 659 536	1 752 600	16 230 885 €
Subvention			627 414	1 069 769	867 589	1 220 243	824 000	1 001 000	5 610 015 €
Emprunts			220 000	686 676 €	0	700 000	- €	- €	1 606 676 €
FCTVA			337 721	214 384 €	381 739	380 000	250 000 €	250 000 €	1 813 844 €
Autofinancement			1 707 613	1 764 541	1 338 275	1 909 461	1 585 536	501 600	8 807 026 €



GLOSSAIRE

AOM : Autorité Organisatrice de la Mobilité

ARS : Agence Régionale de Santé

AUDAB : Agence d'Urbanisme Besançon Centre Franche-Comté

CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie

CDG : Centre De Gestion

CDI : Contrat à Durée Indéterminée

CFE : Cotisation Foncière des Entreprises

CGCT : Code Général des Collectivités Territoriales

CIA : Complément Indemnitaire Annuel

CIAS : Centre Intercommunal d'Action Sociale

CLECT : La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées

CLS : Contrat Local de Santé

CNAS : Comité Nationale d'Action Sociale

CPAM : Caisse Primaire d'Assurance Maladie

CPF : Compte Personnel de Formation

CPIE : Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement

CRTE : Contrat de Relance et de Transition Ecologique

CSCJ : Contrat de coopération Sport, Culture et Jeunesse

CST : Comité Social Territorial

CTG : Contrat Territorial Global

CVAE : Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises

DCRTP : Dotation de Compensation à la Réforme de la Taxe Professionnelle

DETR : Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux

DGFIP : Direction Générale des Finances Publiques

DOB : Débat d'Orientations Budgétaires

DOO : Document d'Orientations et d'Objectifs

DRAC : Direction Régionale des Affaires Culturelles

DSIL : Dotation de Soutien à l'Investissement Local

DSP : Délégation de Service Public

EFS : Etablissement France Service

EMIPO : Ecole de Musique Intercommunal du Pays d'Ornans

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale

ETP : Equivalent Temps Plein

FB : Foncier Bâti

FCTVA : Fonds des Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

FDPTP : Fond Départemental de Péréquation pour la Taxe Professionnelle

FEADER : Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural

FIPHFP : Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique

FNADT : Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire

FNB : Foncier Non Bâti

FNGIR : Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources

FPU : Fiscalité Professionnelle Unique

FPT : Fonction Publique Territoriale

FCTVA : Fonds de compensation de TVA (LEADER)

GAL : Groupe d'Acteurs Locaux

GEMAPI : Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations

GPEEC : Gestion Prévisionnelle des Effectifs, des Emplois et des Compétences

GVT : Glissement Vieillesse et Technicité

IFER : Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux

IFSE : Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise

LDG : Lignes directrices de gestion

LEADER : Liaisons Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale

LOM : Loi d'Orientations des Mobilités

MHD : Maison de l'habitat du Doubs

ZAE : Zone d'Activité Economique

OB : Orientation Budgétaire

OPAH : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat

OT : Office de Tourisme

PADD : Projet d'Aménagement et de Développement Durable

PCAET : Plan Climat Air Energie Territorial

PDIPR : Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée

PFFS : Pacte Financier et Fiscal de Solidarité

PIB : Produit Intérieur Brut

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PLUI : Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

PPCR : Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations

PRC : Pôle Rénovation Conseil

PTRE : Plateforme Territoriale de Rénovation Energétique

RH : Ressources Humaines

RIFSEEP : Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel

SCOT : Schéma de Cohérence Territoriale

SIVOM : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

SMDTHD : Syndicat Mixte Doubs Très Haut Débit

SPANC : Service Public Assainissement Non Collectif

SRADET : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires

SYBERT : Syndicat Mixte de Besançon et sa Région pour le Traitement des déchets

SYDED : Syndicat d'Energies du Doubs

TAFNB : Taxe Additionnelle à la Taxe Foncière sur les propriétés Non Bâties

TASCOM : Taxe sur les Surface Commerciales

TEOM : Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

TFPB : Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties

TFPNB : Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties

TH : Taxe d'Habitation

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée



Communauté de Communes
Loue Lison

7, rue Edouard Bastide
25290 Ornans
03 81 57 16 33
contact@cclouelison.fr
 www.cclouelison.fr